



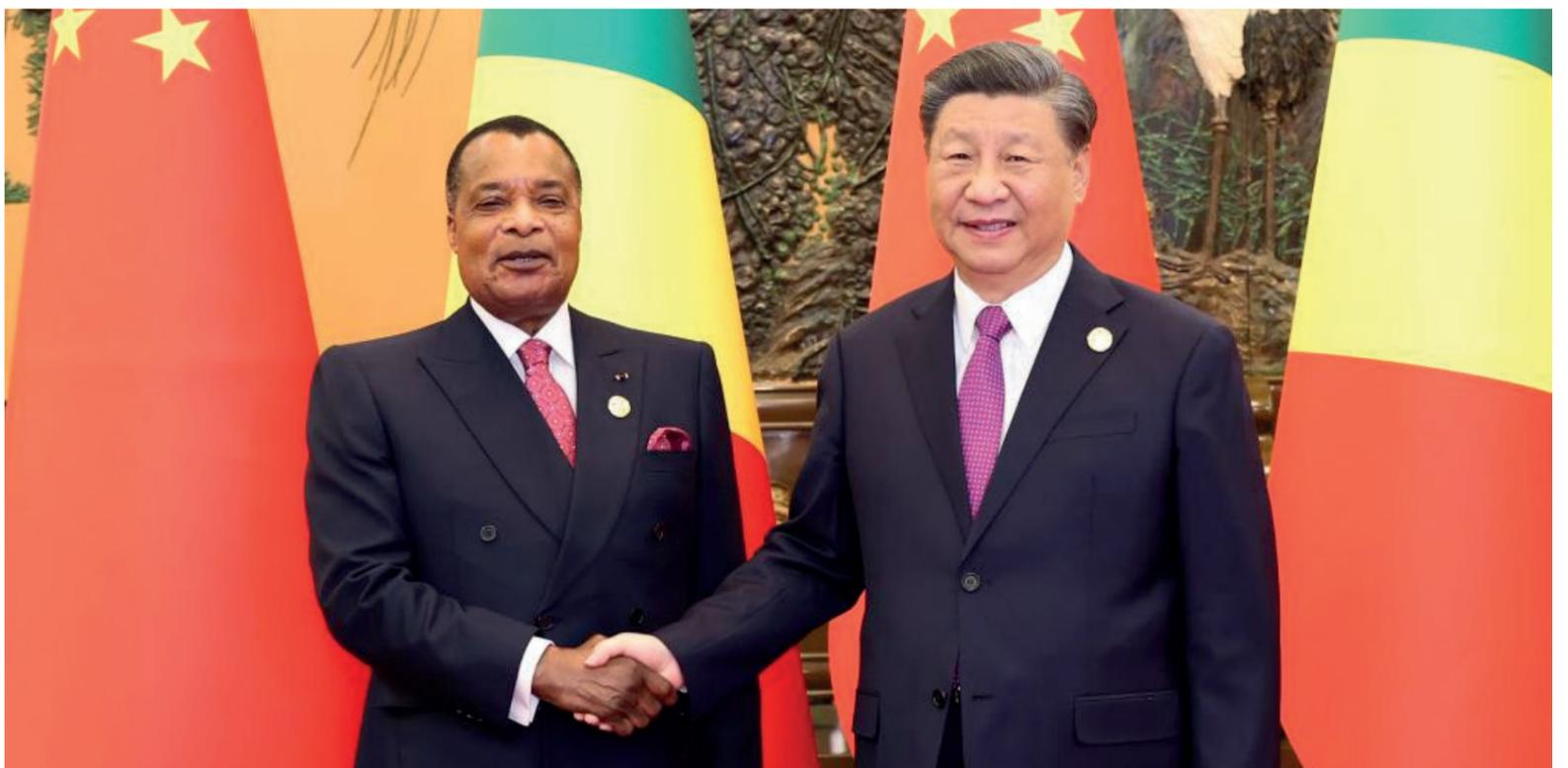
CONGO-CHINE

Les deux chefs d'Etat se félicitent de la coordination du Focac

Les présidents chinois, Xi Jinping, et congolais, Denis Sassou N'Guesso, ont envoyé séparément, le 11 juin, des lettres de félicitations à la réunion ministérielle des coordinateurs sur la mise en œuvre des mesures de suivi du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac) qui s'est tenue à Changsha, en Chine.

Page 2

Xi Jinping
et Denis Sassou N'Guesso



EXAMEN D'ÉTAT

Plus de 16 000 candidats au baccalauréat technique



Des candidats dans une salle d'examen/DR

16 066 postulants dont 8188 hommes et 7878 femmes passent les épreuves du baccalauréat technique et professionnel dans 88 centres sur toute l'étendue du territoire national. Cet examen qui leur ouvrira les portes de l'université prendra fin le 16 juin courant.

Page 6

COUPE DU MONDE 2026

Les treize premiers qualifiés

Éditorial

Hommes « en noir »

Page 2

Sur les quarante-huit sélections attendues, treize dont dix passées par les éliminatoires ont déjà validé leur qualification à la phase finale de la Coupe du monde de football 2026. Les États-Unis, le Mexique et le Canada sont directement qualifiés en tant que pays organisateurs.

Page 14

AMBASSADE D'ALGÉRIE

Une plateforme numérique en faveur des étudiants



La nouvelle plateforme/DR

L'ambassadeur d'Algérie au Congo, Azeddine Riache, a annoncé hier à Brazzaville le lancement d'une nouvelle plateforme numérique dénommée « Study in Algeria », destinée aux étudiants désireux de poursuivre

leurs études dans ce pays. Il s'agit d'une base de données qui renseigne sur les offres de formation disponibles pour les étudiants étrangers, les modalités de candidature ainsi que les frais de la formation.

Page 12

ÉDITORIAL

Hommes « en noir »

C'est un fait incontestable. L'arbitrage national ne fait plus rêver ! Les performances des Congolais à l'international ne sont pas à la hauteur des attentes. Et la sonnette d'alarme tirée par la Fédération congolaise de football (Fécofoot) au cours de l'échange avec les hommes « en noir » valait son pesant d'or.

Réfléchir aux stratégies devant rendre dans les saisons à venir ce département plus compétitif est une initiative à encourager dans la mesure où sauver ce métier passe non seulement par la volonté d'agir vite mais aussi par l'engagement à repenser la valorisation de ceux qui l'exercent.

Les arbitres congolais sont souvent décriés à tort ou à raison. Et la nouvelle génération peine à s'imposer sur l'échiquier continental parce qu'elle n'a pas toutes les cartes en main. Mais en examinant de fond en comble la situation actuelle, l'on se rend à l'évidence que beaucoup d'efforts doivent encore être faits pour relever le défi.

Pour retrouver un arbitrage de haut niveau, il est indispensable de mettre l'accent sur le travail et la formation. Une prise de conscience collective permettra de croire au potentiel de nos arbitres. Dans cet élan, un appui particulier de la Fécofoot dans leur prise en charge est plus que déterminant.

Car si ce métier n'est pas mieux valorisé, c'est tout l'édifice sportif qui risque de s'écrouler. L'arbitre est le garant de l'équité et de la justice sur le terrain. Il incarne les valeurs fondamentales que sont le respect de règles, la compétition loyale et l'égalité des chances. Si les hommes « en noir » ne sont pas à la hauteur, c'est la qualité des compétitions qui en souffrira directement.

Les Dépêches de Brazzaville

CHINE-CONGO

Les deux chefs d'Etat félicitent la coordination du Focac

Les présidents chinois, Xi Jinping, et congolais, Denis Sassou N'Guesso, ont envoyé séparément, le 11 juin, des lettres de félicitations à la réunion ministérielle des coordinateurs sur la mise en œuvre des mesures de suivi du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) qui s'est tenue à Changsha, capitale de la province chinoise du Hunan (centre).

La situation internationale actuelle étant confrontée à des défis et bouleversements, Xi Jinping a déclaré que la Chine restait engagée à offrir de nouvelles opportunités au monde avec

de nouvelles réalisations de la modernisation chinoise et à offrir un nouvel élan aux partenaires du Sud global, dont l'Afrique, grâce à son marché gigantesque. « La Chine est prête à négocier et à signer l'accord du Partenariat économique Chine-Afrique pour le développement partagé afin de mettre en œuvre le traitement tarifaire nul sur 100% des lignes tarifaires pour cinquante-trois pays africains ayant des relations diplomatiques avec elle », a-t-il déclaré, ajoutant que son pays offrirait plus de convenances pour les exportations des pays africains les moins développés

vers la Chine.

D'après le dirigeant chinois, son pays est disposé à travailler avec l'Afrique pour approfondir la mise en œuvre des dix actions de partenariat pour la modernisation, renforcer la coopération dans les domaines-clés tels que l'industrie verte, l'e-commerce et le paiement électronique, la science et la technologie et l'intelligence artificielle, et accroître la coopération dans la sécurité, la finance et l'Etat de droit afin de promouvoir le développement de haute qualité de la coopération Chine-Afrique.

Guy-Gervais Kitina avec Xinhua

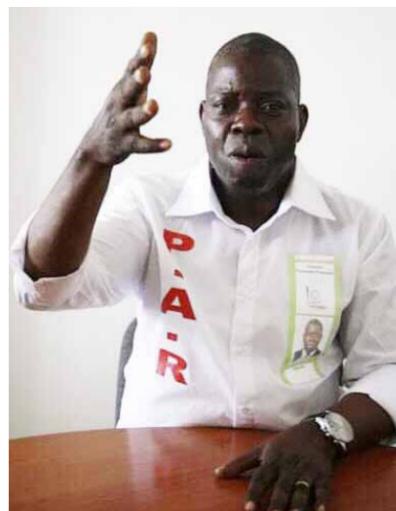
VIE DES PARTIS

Le PAR tiendra son premier congrès extraordinaire à la fin de ce mois

Créé il y a plus d'une décennie, le Parti pour l'action de la République mâ (PAR) tiendra son premier congrès extraordinaire la fin de ce mois, à Brazzaville. Le président de cette formation politique de l'opposition, Anguios Nganguia-Engambé, l'a confirmé le 11 juin au quotidien Les Dépêches de Brazzaville.

Le premier congrès extraordinaire du PAR est prévu du 28 au 29 juin sous la direction de son président-fondateur, Anguios Nganguia-Engambé. Le comité d'organisation et les commissions préparatoires sont déjà en action pour préparer sa réussite, a confirmé l'opposant, qui a estimé que sa tenue constituera une étape cruciale pour la vie de sa formation politique, dont l'objectif est de lui redonner une nouvelle énergie.

Le congrès annoncé, dont les délégués viendront de tous les départements du Congo, renouvelera l'ensemble des instances dirigeantes du parti. Il s'agira, a précisé Anguios Nganguia-Engambé, du bureau exécutif national, du secrétariat général ainsi que l'Assemblée générale



Anguios Nganguia Engambé, président du PAR/Adiac

consultative, pour de nouveaux mandats de quatre ans chacun.

Au cours de ces assises, le congrès de-

vrait aussi fixer la date où se tiendra le scrutin primaire destiné à désigner le candidat du parti à l'élection présidentielle de mars 2026. Un rendez-vous politique majeure dont le président de ce parti, Anguios Nganguia Engambé, a toujours participé depuis 2009.

Dans son plan politique, la vision du PAR est de conquérir le pouvoir par voie démocratique afin de faire valoir ses idéaux. Il prône notamment la paix, le respect de la hiérarchie, la responsabilité, la dignité, la prudence, l'objectivité, la clarté, la précision, la sécurité, la défense et l'unité nationale. Autant d'atouts majeurs qui, à en croire son président-fondateur, permettront de consolider la démocratie mais aussi le vivre-ensemble dans le pays.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

BOUENZA

La Majorité présidentielle appelée à promouvoir la discipline

Le président par intérim de la Majorité présidentielle, Pierre Moussa, lors d'un échange avec les élus nationaux, locaux et cadres de cette plateforme, dans le département de la Bouenza, les a appelés à promouvoir l'unité, la cohésion, la discipline et la solidarité en leur sein.

Le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), dans son mot introductif, a rappelé que la Bouenza est l'un des piliers stratégiques pour la Majorité présidentielle. Selon lui, l'accueil chaleureux réservé au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, lors de sa récente visite de travail, est un indicateur indéniable de l'ancrage de cette famille politique dans ce département. « Le président de la République y repartira pour un autre séjour de travail, qui devra connaître la même ferveur pour un succès plus retentissant. Dans cette optique, nos forces dans la Bouenza, en général, et à Madingou, chef-lieu du département, en particulier, doivent demeurer mobilisées. Pour ce faire, elles doivent être soudées, disciplinées et solidaires », a invité Pierre Moussa, en présence du commissaire politique du PCT dans le département de la Bouenza, Jean-Jacques Bouya.

Pour le président par intérim de la Majorité présidentielle, la rencontre participe, en réalité, de la mise en ordre de bataille des forces de cette plateforme dans la perspective des échéances politiques

à venir. En effet, cette rencontre se tient à un moment où le Conseil municipal de Madingou connaît des tensions, menaçant de fragiliser les acquis de l'action commune de la famille politique du chef de l'Etat. « Au-delà de la situation de Madingou, l'entente entre les militants de la Majorité présidentielle dans la Bouenza doit sans cesse être consolidée. Nous ne sommes pas ici pour juger, mais pour rappeler les fondamentaux qui nous rassemblent. L'heure n'est ni à la division ni aux querelles de positionnement. L'heure est à la réconciliation, à la responsabilité et à la mobilisation autour de l'intérêt supérieur pour la commune de Madingou, pour le département de la Bouenza et pour le Congo, notre pays », a-t-il martelé.

Il a précisé, par ailleurs, que cette rencontre devrait être pour les conseillers municipaux de Madingou, membres de la Majorité présidentielle, un point de départ pour une nouvelle dynamique fraternelle, constructive et tournée vers le développement de cette commune et celui du département de la Bouenza.



Les participants/Adiac

Ils ont dit...

Après avoir suivi attentivement Pierre Moussa, quelques participants ont donné leurs commentaires. « Le président par intérim est dans son rôle. C'est pour cela qu'un échantillon des cadres du parti venant de l'intérieur et ceux qui vivent à Brazzaville ont été réunis pour écouter le bon message d'encouragement, de mobilisation, d'appel à l'unité, à la cohésion et à l'harmonie. Il n'y a eu que de la joie, il n'y a même pas eu des questions parce que tout le monde a été convaincu », a expliqué le mi-

nistre Rigobert Maboundou.

Le député Auguste Ngambelet : « Nous étions à l'école du savoir. La Bouenza a opté pour ce que nous appelons le consensus, c'est-à-dire avant chaque décision ou encore avant chaque événement, les cadres se retrouvent autour des membres du bureau politique. Et aujourd'hui, nous nous réjouissons une fois de plus parce que nous avons maintenant un commissaire politique qui va se joindre au camarade membre du bureau politique pour que nous décidions ensemble ».

Joelle Akouélé, de son côté, a indiqué que la communication a porté sur les préparatifs du 6e congrès ordinaire et l'élection présidentielle de 2026. « Nous avons parlé de la prise en main véritable de la personne en situation de handicap dans l'électorat, c'est-à-dire rendre les conditions fiables et viables pour les personnes vivant avec un handicap pour leur permettre d'aller voter aisément et à ne plus voir les handicapés qui se plaignent pour dire que les conditions ne sont pas réunies pour aller dans les bureaux de vote ».

Parfait Wilfried Douniama

DOUANES

La «Promotion chemin d'avenir» se dote de nouvelles instances dirigeantes

L'assemblée générale de l'association « Promotion chemin d'avenir » (PCDA) organisée le 7 juin à la direction générale des Douanes et Droits indirects, à Brazzaville, a débouché sur la mise en place des nouveaux organes de gouvernance ainsi que l'adoption des documents fondamentaux de l'organisation.

Au cours des assises, les participants venus de plusieurs départements du pays ont renouvelé leur confiance à Serges Boundou en qualité de président de l'association PCDA. Présidentant le bureau provisoire depuis quinze mois, il sera suppléé par Garcia Raissa, élue vice-présidente de l'association. Le poste de secrétaire général est confié à René Ernest Lembélé qui a pour adjointe Nej Natacha Estelle Mantsimba. Margarelle Kimbembé-Abeya est la comptable principale et Renatte Lebosso son adjointe. Aubin Boris Bompoma et Romaric Essambi complètent le bureau respectivement en qualité d'auditeur interne et de logisticien.

La commission de contrôle et d'évaluation, quant à elle, est présidée par Achille Massoumou, avec pour secrétaire générale Judith Maudzou-Galessami, et Nadia Itoba-Onanga comme membre. Les participants ont aussi élu les représentants de l'association dans les départements du Kouilou/Pointe-Noire, et de Brazzaville. Par contre, le poste de représentant de l'association PCDA dans le département de la Sangha reste à pour-



voir. Outre la mise en place des nouvelles instances dirigeantes, les participants ont adopté le règlement intérieur de leur association ainsi que ses statuts. Visiblement content de sa confirmation au poste de président, Serges Boundou s'est engagé à travailler en collaboration avec les autres membres de l'association afin d'atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés. « C'est une structure naissante, dans un premier temps, nous allons faire en sorte que notre association soit connue au niveau des autorités, parce que nous ne pouvons pas continuer à fonctionner en informel. Donc, notre première action consiste à mener

La directrice des ressources humaines posant avec les membres du bureau/Adiac des démarches auprès de la préfecture pour l'obtention du récépissé. Comme nous sommes une association, nous allons réfléchir au niveau du bureau pour rédiger le programme et le chronogramme d'activités. Après, nous allons mettre en place notre manuel de procédure qui pourra nous préciser toutes les normes de vie de notre association », a-t-il expliqué.

Selon lui, la différence entre la Mutuelle des travailleurs des douanes (Mutrado) qui regroupe en son sein tous les douaniers du Congo, et « Chemin d'avenir » est que c'est une association partant d'une promotion. « Nous avons vécu

l'expérience au moins pendant quinze ans, et nous nous sommes dits qu'au lieu de rester toujours avec le statut de mutuelle, nous allons devenir une association pour développer d'autres activités dans le cadre de la formation, de l'éducation et dans le cadre socioculturel, puisqu'au niveau de la mutuelle, c'est plus de l'entraide », a justifié Serge Boundou, annonçant, entre autres, l'organisation de séances de formations en interne.

Le président de l'association PCDA pense que la flamme allumée pendant les quinze mois d'intérim devrait être maintenue afin de faire parler de cette orga-

nisation non gouvernementale dans les tout prochains jours. « Nous sommes confiants en l'avenir de notre association renouvelée. Ce que nous venons de réaliser c'est quelque chose qui ne concerne pas la vie d'une personne ou d'un douanier. Cela dépasse les intérêts personnels puisque cette période nous a permis de renforcer notre tissu professionnel et de promouvoir les liens conviviaux au sein de nos différents services. Nous ne devons pas nous regarder en chien et chat au niveau des services », a-t-il prodigué comme conseil.

La directrice des ressources humaines à la direction générale des Douanes et Droits indirects, Blanche Resca Eboundzian, qui a supervisé les travaux de cette assemblée générale, s'est félicitée de cette initiative, réaffirmant son soutien aux efforts de structuration et de dynamisation de la vie associative des douanes congolaises.

Forte de ses quelques 150 membres, la PCDA est une association constituée essentiellement des douaniers.

Parfait Wilfried Douniama

HÔPITAUX DE PROXIMITÉ

Associer les usagers à la gestion des centres de santé intégrés

La gestion des comités de santé (Cosa) des districts sanitaires de Brazzaville connaît une évolution, avec l'inclusion des représentants des usagers. Cette restructuration des Cosa vise à améliorer l'accès aux soins de proximité pour la population.

Douze Cosa des cinq districts sanitaires de Brazzaville ont été restructurés dans le cadre d'un projet de santé piloté par l'Observatoire congolais des droits des consommateurs (O2CD), financé par l'ambassade de France au Congo dans le cadre du dispositif Kotonga. Depuis le 10 juin à Brazzaville, les bénéficiaires, notamment les délégués des Cosa restructurés, les chefs des districts sanitaires partenaires et les leaders des associations, renforcent leurs capacités sur le rôle des représentants des usagers au sein des hôpitaux de proximité, principalement dans les districts sanitaires de l'Île Mbamou, Talangaï, Ouenzé, Mfilou et Makélékélé.

Cette session de formation de deux jours, selon Mermans Babounga, secrétaire exécutif de l'O2CD, vise à sensibiliser les participants au rôle du comité des usagers dans la gestion des centres de santé intégrés(CSI).

Elle nourrit les échanges autour d'un projet d'arrêté portant organisation, composition et fonctionnement du comité des usagers dans les hôpitaux de référence du district sanitaire. L'objectif est de vulgariser ces informations auprès des membres des Cosa et du Réseau des associations de consommateurs, d'examiner le projet d'arrêté, de promouvoir les droits des patients et des accompagnants, ainsi que de favoriser l'implication de la communauté dans les instances de prise de décision au sein des districts sanitaires.

Cette formation s'avère être un moment idéal pour aborder la question de la performance des CSI. D'après Richard Bilekot, inspecteur général de la Santé, une gestion efficace des CSI doit inclure la participation de tous les usagers concernés. « *La gestion des hôpitaux est une question qui nous concerne*



Les participants durant les travaux de l'atelier/Adiac

tous », a-t-il déclaré. Dans cette perspective, les associations de patients doivent être consultées pour l'élaboration des politiques de santé, participer à des recherches et sensibiliser le public aux besoins des patients.

Reich Nkounkou, trésorière du Cosa Jean-Taty de Makélékélé, a également tenu à participer aux échanges. Grâce à cette formation, elle espère apporter sa contribution à l'amélioration de la gestion de son CSI.

Rappelons que le projet santé de l'O2CD bénéficie d'un financement de 26 232 915 francs CFA, représentant 76 % du budget total à travers le dispositif Kotonga, pour une durée de 18 mois.

Fiacre Kombo

COMMÉMORATION

Une messe d'action de grâce en mémoire des victimes du 5 juin 1997

Le 5 juin 1997 est une date triste de l'histoire de la République du Congo, marquant le début d'une guerre fratricide. En mémoire de tous les frères et soeurs qui ont perdu la vie courant cette bêtise humaine, et en vue de ne plus revivre cela, le comité du Parti congolais du travail (PCT) de Poto-Poto, présidé par Ferréol Constant Patrick Gassackys, a organisé une messe d'action de grâce en la basilique Sainte-Anne dudit arrondissement.

La messe placée sur le thème « Paix et stabilité nationale » s'est tenue sous la coordination du président fédéral du PCT de la ville de Brazzaville, Faustin Elenga. Une occasion pour la hiérarchie du parti au niveau fédéral de saluer la belle initiative du comité PCT Poto-Poto qui devrait inspirer d'autres comités. Dans son homélie, l'abbé Boris Mokélé a mis l'accent sur l'évangile tiré du livre de Saint Matthieu, chapitre 5, versets 1-12. Il a insisté sur la nécessité de préserver la paix, vertu sans laquelle rien n'est possible. Il est revenu aussi sur la première lecture selon Saint Jacques, chapitre 3, versets 13-18. Il est recommandé de célébrer la messe pour la paix, pour le pays. « *Nous voulons maintenant regarder cette date autrement. Nous n'avons pas reçu la paix de Dieu pour ne rien faire, mais plutôt pour devenir des pacificateurs. Nous nous sommes impliqués à œuvrer pour la paix. Œuvrer pour la paix, c'est travailler pour la justice, la solidarité, la liberté, la fraternité. Prions pour tous les peuples pour maintenir entre eux la concorde et la paix* », a invité l'abbé Boris Mokélé.

Le président du comité PCT Poto-Poto, Ferréol Constant Patrick Gassackys, a souligné qu'à l'heure où tant de sociétés se déchirent sous le poids des exclusions, des



Les responsables fédéraux du PCT Brazzaville et du comité PCT Poto-Poto debout pour une minute de silence/Adiac

replis identitaires et de l'intolérance, Poto-Poto doit se dresser tel un phare, un modèle, un repère. Dans cet arrondissement, les peuples se rencontrent, les différences s'écoulent, les traditions s'épousent dans une harmonie souvent silencieuse mais puissante. Poto-Poto, la grande cosmopolite, est l'illustration vivante de l'unité dans la divergence. « *Et c'est bien cette leçon de paix, patiemment construite, que nous devons ériger en pilier de notre idéal national. Car préserver la paix, ce n'est pas ignorer nos différences,*

c'est leur donner sens dans un projet commun. C'est refuser la division comme méthode, et préférer la communion des intelligences et des cœurs. Vous le savez, notre parti ne se contente pas d'occuper l'espace politique : il en porte la mémoire, la responsabilité et l'avenir. Il est le garant de la paix sociale, le vecteur de l'unité nationale, le creuset des volontés populaires », a déclaré Ferréol Constant Patrick Gassackys.

Il a poursuivi en indiquant que « *dans un pays riche de sa di-*

versité, nous devons être les bâtisseurs vigilants du vivre-ensemble. Cela exige de nous non seulement de l'engagement, mais aussi du courage, de la constance, de la hauteur morale. Cela exige que nous soyons, partout et toujours, les premiers défenseurs de l'harmonie, de la justice et de l'ordre républicain. C'est pourquoi cette messe ne saurait rester un simple moment liturgique. Elle est aussi, pour chacun d'entre nous, un appel intérieur à la responsabilité, à la réconciliation, à la fidélité aux

valeurs de paix, d'unité et de solidarité ».

Plus de 5 juin au Congo

Prenant la parole au cours de cette messe d'action de grâce, le président fédéral du PCT de la ville de Brazzaville, Faustin Elenga, a rappelé que le secrétaire général de leur grand et glorieux parti, Pierre Moussa, prône l'unité, la discipline et la cohésion en son sein. Il a indiqué par la suite qu'il l'a chargé de dire aux amis de Poto-Poto, au comité dirigé par Ferréol Gassackys, qui a eu l'initiative d'organiser une messe de requiem, que quand il a toqué à la porte de la fédération, cette dernière a trouvé cette initiative noble. « *C'est pour cela, du haut de cette tribune, nous félicitons les amis de Poto-Poto, à la tête le camarade Ferréol Gassackys... Nous étions le 5 juin 1997, alors que nous parlions élection présidentielle, les gérants de l'époque avaient servi au peuple congolais la guerre. Ici nous implorons la miséricorde du Seigneur, de telle sorte que nous avons péché, eux aussi, ils ont péché. Que nous ne vivions plus cela. Le président Denis Sassou N'Guesso a dit « Plus jamais cela ». Mars 2026, la présidentielle va avoir lieu dans ce pays, nous n'aurons pas de 5 juin* », a-t-il martelé avec force.

Bruno Zéphirin Okokana

SANTÉ PUBLIQUE

La présidente de la Posco reçue par le secrétaire permanent du CCSC

Reçue en audience le 6 juin par le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile (CCSC), Céphas Germain Ewangui, la présidente de la Plateforme des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales (Posco), Flore Loussakoumou Diafouka, a exprimé les inquiétudes de son collectif face à la réduction imminente des financements du Fonds mondial pour la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

La présidente de la Posco a alerté le secrétaire permanent du CCSC sur une crise sanitaire imminente due à la réduction de 15 % des financements du Fonds mondial, une situation qui menace directement des milliers de Congolais. Elle a exhorté les décideurs à agir pour garantir la continuité des soins à la population la plus vulnérable. « Si rien n'est fait, plus de 32 000 personnes vivant avec le VIH pourraient se retrouver sans traitement gratuit, plus de 4 000 malades de tuberculose sans antituberculeux, et environ 20 % de la population sans médicaments contre le paludisme », a-t-elle déclaré. Elle a également souligné que les jeunes et les femmes restent les plus vulnérables face à ces disparités sanitaires.

Pour ce faire, la Posco a sollicité le soutien du CCSC afin de porter ce plaidoyer auprès des décideurs politiques, espérant ainsi mobiliser leur attention et éviter une aggravation de la situation. Flore Loussakoumou Diafouka s'est toutefois dite confiante, assurée par l'écoute attentive du secrétaire permanent et espère une suite favorable du côté des pouvoirs publics. « Nous espérons que notre appel sera entendu et que des actions concrètes seront engagées dans les plus brefs délais », a-t-elle laissé entendre.

La présidente de la Posco a également saisi l'occasion pour saluer les efforts du gouvernement congolais dans le domaine de la santé, notamment dans la mise en œuvre de la loi du 3 juin 2001 sur la gratuité des trai-



Les deux parties lors des échanges/Adiac

tements contre ces trois maladies.

Créée en 2021, cette structure a pour but de coordonner le système de soins com-

munautaires; le dispositif d'aide à la prise de décision et accroître leurs performances. C'est suite à la subvention du Fonds mondial,

dont la République du Congo est bénéficiaire dans le cadre de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme qu'elle a été mise sur pied.

Gloria Imelda Lossele

DISTRICT DE KIMBA

Mise en service du poste de santé du village Mingoui

Don du député de la circonscription électorale unique de Kimba, dans le département de Djoué-Léfini, Antoine Béli Bokolojoué, le poste de santé de Mingoui, situé à 40 km de Kimba-centre, a récemment ouvert ses portes à la population.

L'infrastructure construite en matériau durable a été mise en service en présence du nouveau sous-préfet de Kimba, André Ngami. Il s'agit, en effet, d'un poste de santé équipé avec du matériel performant, permettant désormais à la population du village Mingoui et de ses environs de se faire traiter dans les conditions modernes. Cette inauguration a été accompagnée des produits médicaux de première nécessité. Le tout réceptionné par le chef de centre de santé de Kimba, en qualité du représentant du ministère de la Santé et de la Population dans la localité.

La construction de ce poste de santé vient régler problème un majeur de santé publique. Elle prouve à suffisance l'accompagnement de l'action du gouvernement par le député de Kimba. Il



Antoine Béli Bokolojoué remettant des produits pharmaceutiques aux responsables de l'hôpital/VDR

s'agit du quatrième poste de santé construit par Antoine Béli Bokolojoué, après ceux des villages Montsene, Mah et Kidzoua. Une façon de désengorger le Centre de santé intégré de Kimba-centre car les habitants peuvent désormais recevoir des premiers soins à domi-

cile ou sans effectuer de longues distances.

Le donateur et le sous-préfet de Kimba ont demandé aux bénéficiaires, surtout au chef du centre, d'en faire bon usage en respectant le fonctionnement normal d'un hôpital. Un élan de générosité positivement

salué par la population de Mingoui qui n'a pas manqué de remercier son député. « Le focus de cette rencontre est celui d'un événement inoubliable dans l'histoire du nouveau département de Djoué-Léfini, plus particulièrement dans le village Mingoui, l'inauguration de

notre patrimoine hospitalier, plus précisément d'un poste de santé. A cet effet, nous, population de Mingoui, remercions énormément et louablement les efforts de l'honorable Antoine Béli Bokolojoué qui restent aggravés dans nos mémoires pour un bijou, ce poste hospitalier que bénéficie ce village pour la première fois depuis sa création », a indiqué le responsable du village Mingoui.

Les habitants ont, par ailleurs, souhaité une longévité dans la carrière politique de leur député afin qu'il puisse continuer avec ses gestes inoubliables consistant à sauver des vies humaines et à parfaire l'avenir du district de Kimba. Selon eux, Antoine Béli Bokolojoué devrait se préparer pour se présenter aux prochaines élections législatives de 2027.

Parfait Wilfried Douniama

BACCALAURÉAT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

16 066 candidats passent l'examen

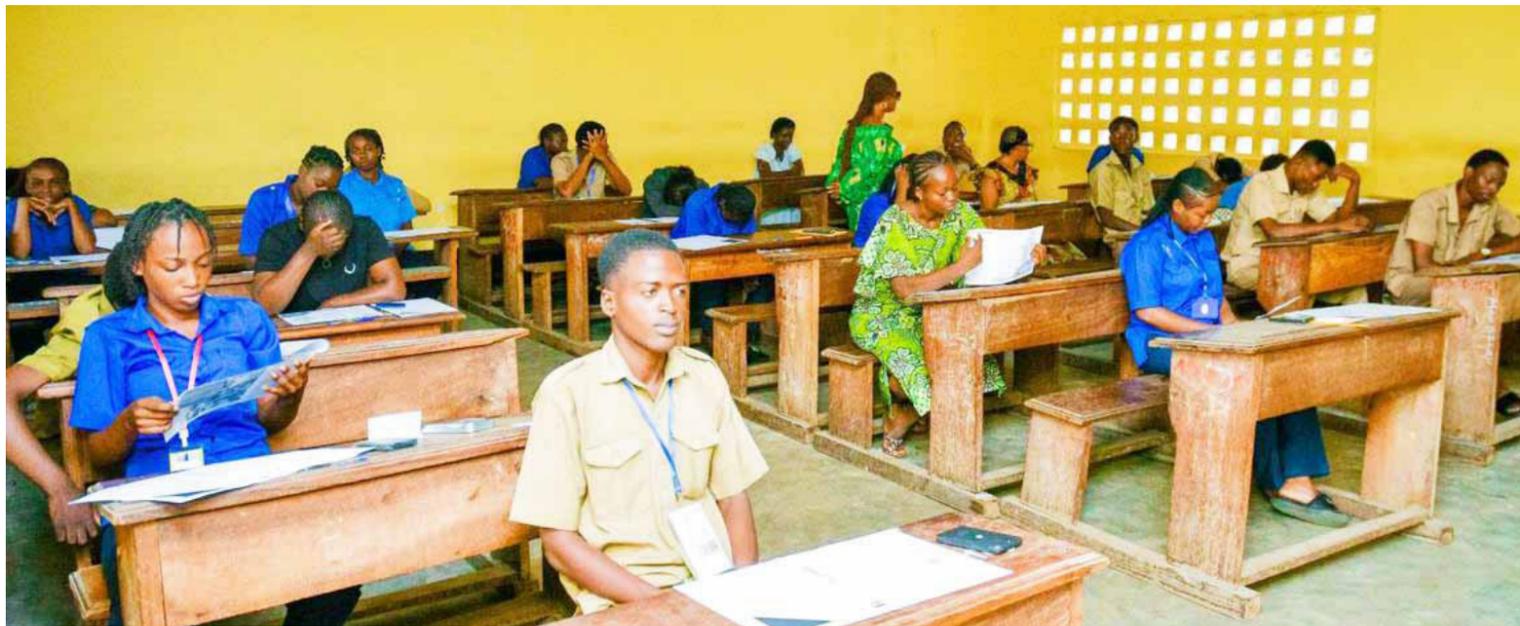
Les épreuves écrites du baccalauréat technique et professionnel, session de juin 2025, ont démarré le 11 juin sur l'ensemble du territoire national.

L'examen se déroule du 11 au 16 juin dans quatre-vingt-huit centres répartis à travers tout le pays dont trente-quatre centres à Brazzaville, trente à Pointe-Noire et vingt autres dans le reste localités. Au total, 16 066 postulants dont 8 188 hommes contre 7 878 femmes sont en compétition. Parmi eux, 12 293 candidats officiels et 3 773 candidats libres.

A Brazzaville, les épreuves ont été lancées au lycée commercial 5-Février par le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, en compagnie de son collègue de l'Enseignement général, Jean Luc Mouthou.

Les deux ministres ont visité trois centres pour se rendre compte du bon déroulement de l'examen. Le constat fait du centre de lancement des épreuves, en passant par le lycée technique industriel Iermai et le centre du lycée Savorngnan-de-Brazza; a révélé la présence sur le terrain des équipes pédagogiques, de la sécurité civile et des candidats dans les salles d'examen.

Le ministre Ghislain Thierry Maguessa Ebomé a annoncé après la ronde des centres qu'il regardera, à compter de l'année prochaine avec son collègue de l'Enseignement général,



Des candidats dans une salle d'examen/DR

les possibilités d'organiser les deux baccalauréats, technique et général, à la même date pour contraindre les candidats à un seul examen. « *Les deux ministres de l'Enseignement regarderont la possibilité d'organiser les deux examens le même jour, à la même date et dans les mêmes centres pour éviter le papillonnement des jeunes afin de les concentrer au mieux sur l'acquisition des compétences attendues, recherchées par eux-mêmes, pour que demain on soit des jeunes préparés à avoir des formations universitaires dans leurs domaines...* », a dit le ministre.

En rappel, dans son message livré la veille, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé avait rappelé aux candidats que le baccalauréat est une évaluation classique dont la réussite leur ouvre les portes des grandes écoles et des universités. Il avait également attiré l'attention des candidats sur la fraude, car le dispositif de lutte contre elle et de toutes pratiques répréhensibles en milieu scolaire a été renforcé.

6130 candidats en lice à Pointe-Noire

Le lancement officiel a été patronné par le préfet du département, Pierre Cébert Iboko-Onanga, au centre du lycée

Poaty-Bernard n°1, dans le premier arrondissement, Emery-Patrice-Lumumba.

Pointe-Noire, la deuxième ville urbaine à forte concentration des candidats après Brazzaville, compte 6130 candidats répartis dans trente centres d'examen sur 16 066 candidats au niveau national.

Après la visite de quelques centres d'examen, le préfet Pierre Cébert Iboko-Onanga a félicité le directeur départemental de l'Enseignement technique et professionnel pour la bonne organisation dans son département et souhaité bonne chance à tous les candidats. Il a été accompagné des autres au-

torités communales, Prenant la parole, le directeur départemental de l'Enseignement technique a assuré que le travail a été fait pour barrer la voie aux candidats qui présentent la même année le baccalauréat technique et le baccalauréat général.

Signalons que pour le premier jour, les candidats des séries commerciales ont tablé sur la philosophie tandis que ceux des séries industrielles et ceux du baccalauréat professionnel ont traité le français. Le baccalauréat technique et professionnel qui a démarré aujourd'hui se poursuivra jusqu'au 16 mai.

Lydie Gisèle Oko et Charlem Léa Itoua

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Le jury planche sur la sécurisation du baccalauréat à l'ère du numérique

Un séminaire de renforcement des capacités a réuni, le 11 juin, à Brazzaville le jury et d'autres membres impliqués dans l'organisation du baccalauréat général sur le thème « *Sécurisation et bonne gestion du baccalauréat à l'ère de la gouvernance numérique* », sous l'égide du ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou.

L'organisation réussie du baccalauréat passe par l'amélioration des capacités opérationnelles de ses principaux acteurs, a fait savoir le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, à l'ouverture des travaux du séminaire.

Les opérations de saisie informatisée des notes du baccalauréat; l'innovation et la technologie au service de l'examen d'État; les missions des services de sécurité lors du déroulement des épreuves écrites et pratiques; le rôle du délégué de la lutte contre la

fraude et la procédure de collaboration avec les acteurs font, en effet, partie des thématiques développées à cette occasion. « *Il est question de clarifier les rôles et responsabilités de chaque acteur; de renforcer les mesures de sécurisation des sujets et des centres d'examen, de réduire significativement les cas de fraude et de tricherie* », a précisé le ministre Jean Luc Mouthou. Il a évoqué la nécessité de raffermir les acquis et d'harmoniser les pratiques pour un meilleur déroulement du baccalauréat de l'enseignement



Les acteurs impliqués dans l'organisation du baccalauréat lors du séminaire./Adiac

général dont les épreuves écrites et pratiques auront lieu du 17 au 20 juin courant.

À l'issue de ce séminaire qui s'inscrit dans une démarche de ren-

forcement du leadership organisationnel de cet examen d'État, le ministre l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation procédera à la

mise en route des membres du jury qui vont rejoindre les localités dans lesquelles ils assureront la supervision du baccalauréat.

Rominique Makaya

DÉVELOPPEMENT

L'Afrique veut assurer sa souveraineté économique

« L'Afrique ne réclame plus des aides, elle exige une juste rémunération de ses ressources ». Cette formule-choc, lancée à Marrakech, au Maroc, lors du Ibrahim governance weekend 2025, résume un tournant historique : celui d'un continent qui renonce à tendre la main pour enfin poser ses conditions.

Dans le décor symbolique du palais des congrès de Marrakech, décideurs, experts et activistes se sont rassemblés autour d'un mot d'ordre clair : la fin de la dépendance. Alors que l'aide internationale s'essouffle – en recul de 11 % en dix ans – et que les urgences climatiques pressent, l'Afrique doit désormais compter sur ses propres leviers. C'est le plaidoyer ferme de Nathalie Delapalme, directrice exécutive de la Fondation Mo Ibrahim. « L'aide au développement ne représente plus que 10 % du financement du continent. Il est temps de sortir d'un modèle à bout de souffle », a-t-elle lancé.

Du continent assisté au continent stratégique

La trajectoire du continent, longtemps dictée de l'extérieur, change radicalement. « Moins de 1 % du RNB de quarante-deux pays afri-

cains provient des coupes annoncées par l'Usaid ». Un chiffre révélateur, selon la directrice exécutive de la Fondation Mo Ibrahim, du décalage entre les discours alarmistes et la réalité financière. Ce que l'Afrique possède est bien plus déterminant : un sous-sol riche en minerais critiques (cobalt, lithium, manganèse), un potentiel en énergies vertes et en agriculture, des millions

Une géopolitique inversée

Le contexte international accentue cette bascule. Depuis la guerre en Ukraine, l'Europe redécouvre l'importance du gaz africain. Et dans la course à l'économie verte, les ressources africaines deviennent vitales. Le pouvoir de négociation du continent s'accroît. Encore faut-il qu'il en prenne conscience. C'est là que réside l'enjeu fonda-

directement aux territoires : emplois, infrastructures, recettes fiscales. Le développement ne peut plus se faire sans justice sociale ni redistribution équitable.

Intégration, gouvernance et responsabilité

La condition de cette émancipation économique est claire : une meilleure gouvernance. « Il est illusoire d'espérer transformer le

chaînes de valeur, et de réduire les pertes fiscales massives liées à l'évasion ou aux contrats défavorables. Le Maroc, hôte de cette édition, incarne cette dynamique. Passé en une décennie de la 13^e à la 8^e place continentale dans l'indice de gouvernance Ibrahim, il symbolise une Afrique qui avance, malgré les défis.

Un tournant plus qu'un slogan

Exiger une juste rémunération de ses ressources, ce n'est pas de l'arrogance. C'est de la justice. L'Afrique, riche de ses terres, de ses talents et de sa jeunesse, ne cherche plus à quémander des aides, mais à capitaliser sur ses actifs. Ce changement de posture pourrait bien annoncer le début d'un nouveau cycle historique : celui de la souveraineté économique assumée.

Noël Ndong

« Il est illusoire d'espérer transformer le modèle sans paix, sécurité, justice et intégration économique »

de jeunes en quête d'emploi et une diaspora mobilisée. Pour Nathalie Delapalme, « l'Afrique est à la croisée des chemins. Elle n'attend plus qu'on lui tende la main. Elle veut fixer les règles du jeu ».

mental de cette « révolution silencieuse » : dépasser le simple potentiel, en tirer une vraie plus-value locale. La jeunesse africaine, désormais majoritaire, ne se contente plus de promesses. Elle exige que les ressources profitent

modèle sans paix, sécurité, justice et intégration économique », estime Nathalie Delapalme. C'est pourquoi la Fondation Mo Ibrahim insiste chaque année sur la nécessité d'exploiter localement les ressources, d'intégrer les

AFFAIRES

La fin des illusions de monopole des entreprises françaises en Afrique

Le message clair est d'Étienne Giros, président du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN), dans son dernier plaidoyer pour un engagement plus audacieux des opérateurs hexagonaux sur le continent.

« C'est une erreur de croire que nous sommes en position de monopole », a martelé Étienne Giros. Et pour cause : face à la montée en puissance des concurrents chinois, turcs, indiens ou émiratis, les entreprises françaises, autrefois toutes-puissantes dans l'ex-empire colonial, doivent désormais batailler pour conserver leur place. Ports, télécoms, bâtiments et travaux publics, énergie..., les anciens bastions sont aujourd'hui disputés. Étienne Giros ne mâche pas ses mots : trop frileuses, les entreprises françaises « renoncent ou ralentissent », paralysées par le « ressenti du risque africain ». Il évoque le poids de la corruption, les incertitudes politiques, mais aussi les errements post-covid et les stigmates des départs militaires au Sahel. Pourtant, les chiffres sont là : plus de 5 000 entreprises françaises sont encore présentes, avec 700 000 emplois locaux et un chiffre d'affaires de 100 milliards d'euros. Mais cette présence reste sous tension. Et sans un sursaut stratégique, elle

pourrait s'éroder.

La critique du discours politique : entre méconnaissance et caricature

Le président du CIAN s'en prend aussi aux discours tenus à Paris, qu'ils viennent du président de la République, Emmanuel Macron, ou de Jean-Luc Mélenchon, président de la France insoumise. Tous deux dénoncent une rente coloniale. Faux, rétorque-t-il : « La compétition est rude, l'innovation est indispensable, et la notion de rente relève désormais du fantasme plus que du fait ». Il cite l'exemple d'Air France : « Les prix élevés ne tiennent pas à une volonté de domination, mais à une réglementation bilatérale rigide. Le monopole, ici, serait davantage politique qu'économique ».

Le récit d'un groupe français confronté à une demande de pot-de-vin illustre la réalité de terrain : pour les petites et moyennes entreprises, le coût de la conformité et les risques réputationnels sont

parfois dissuasifs. Loin de s'imposer, les entreprises françaises se sentent souvent plus vulnérables que dominantes. L'affaire Bolloré, toujours sous enquête, pèse aussi sur l'image de la France entrepreneuriale en Afrique. Mais Étienne Giros insiste : ce n'est pas un désengagement, c'est une réorientation. Bolloré quitte la logistique mais investit dans les médias, la fibre et les contenus audiovisuels.

Analyse critique : le réveil est tardif, mais encore possible

Le discours d'Étienne Giros sonne comme un électrochoc : la nostalgie des positions acquises ne fera pas politique économique. Il plaide pour une France entrepreneuriale plus courageuse, mieux armée juridiquement, et surtout plus respectueuse des nouvelles réalités africaines. L'Afrique n'est plus une arrière-cour, mais un carrefour mondial. À la France de choisir : être un acteur parmi d'autres, ou sortir du jeu.

Noël Ndong

CEEAC

Le Rwanda annonce son retrait de l'organisation sous régionale

La République du Rwanda a annoncé, le 7 juin à l'issue des travaux du 26^e sommet de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) tenus à Malabo, en Guinée équatoriale, son retrait de cette institution sous régionale.

Dans un communiqué publié, le Rwanda déplore l'instrumentalisation de la CEEAC par la République démocratique du Congo (RDC) avec, dit-il, le soutien de certains États membres. « Cette dérive s'est, une fois de plus, manifestée lors du 26^e sommet ordinaire, tenu aujourd'hui à Malabo, En Guinée équatoriale, où le droit du Rwanda à la présidence rotative telle que stipulée dans l'article 6 du traité a été délibérément ignoré pour imposer le diktat de la RDC », peut-on lire. Selon le Rwanda, il avait déjà, dans une lettre adressée au président en exercice de l'Union africaine, dénoncé son « exclusion illégale » du 22^e sommet en 2023 à Kinshasa, sous la présidence de la RDC. « Le silence et l'inaction qui ont suivi conformément l'échec de l'organisation à faire respecter ses propres règles. Le Rwanda dénonce la remise en cause de ses droits garantis par les textes constitutifs de la CEEAC. Par conséquent, le Rwanda ne voit aucune raison de maintenir son appartenance à une organisation dont le fonctionnement est désormais contraire à ses principes et son utilité », ont annoncé les autorités rwandaises.

Notons que la 26^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernements de la CEEAC a différé à un autre moment le passage de la présidence tournante de la Communauté à la République du Rwanda, décidant de maintenir le président équato-guinéen, Obiang Nguema Mbasogo, comme président en exercice pour une période supplémentaire d'une année.

Parfait Wilfried Douniama

PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Une mobilisation contre la pollution plastique au Congo

En prélude à la COP 30, la troisième édition de la marche verte au Congo, organisée le 7 juin à Brazzaville par le ministère de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo (MEDDBC) en partenariat avec le Pnud, a encouragé les citoyens à un changement profond de comportement face à l'usage du plastique et à des gestes écologiques responsables dans tout le pays.

L'initiative s'est inscrite dans une volonté politique forte devenue un rendez-vous incontournable pour les défenseurs de l'environnement et la société civile. Elle a porté cette année sur l'engagement en faveur de l'écologie globale en matière de gestion des déchets et salubrité urbaine, interpellant chacun à adopter un geste exemplaire.

Dans la déclaration solennelle rendue publique, le MEDDBC a invité les citoyens et les institutions à repenser leur rapport au plastique en adoptant des alternatives durables et en réduisant les déchets dans l'ensemble du territoire national. Un message clair a été notifié : « Améliorer la salubrité dans nos villes et villages », tout en renforçant l'engagement écologique du pays sur la scène internationale.

« C'est un grand plaisir pour nous d'être mobilisés, l'ensemble des agences, fonds et programme des Nations unies ici au Congo, notamment, le Programme des Nations unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial, le Fonds des Nations unies pour la population, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés... Nous sommes tous ici mobilisés à côté du gouvernement de la République, les maires des arrondissements et les différentes autorités de la ville de Brazzaville pour la lutte contre l'usage et la pollution du plastique. C'est à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la pollution plastique, qui est un engagement international et c'est toute la communauté internationale qui se bat pour la préservation de l'environnement », a souligné un délégué des agences des Nations unies au Congo. Aux côtés de la ministre de l'Environnement, des membres du gouvernement ont répondu présents, notamment Rigobert Maboundou, ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technolo-



Les marcheurs et les officiels peu avant le départ/Adiac

gique; ainsi qu'Edith Delphine Emmanuel, ministre de l'Enseignement supérieur. Leur présence a illustré l'approche transversale adoptée par l'État congolais dans cette lutte environnementale.

« Premièrement, c'est un grand plaisir pour moi d'être aujourd'hui au centre de Brazzaville la verte, de sillonner les rues avec la population, des membres du gouvernement et les représentants municipaux. Secondo, saluer cette initiative à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement pour rappeler à toutes et à tous l'importance de notre contribution pour protéger notre planète. Cette année, la thématique choisie est la lutte contre l'utilisation plas-

tique. Nous voyons mais nous ne connaissons pas suffisamment encore les méfaits et les dangers du plastique. Donc, cette journée nous permet de contribuer et de sensibiliser davantage. Toutes les initiatives similaires et la présence des médias sont à encourager », a commenté Abdourmane Diallo, coordonnateur résident du système des Nations unies au Congo. Cette marche a également été l'occasion d'actions concrètes : ramassage des déchets plastiques, atelier de sensibilisation, distributions de sacs biodégradables aux délégués de plusieurs écoles et associations locales. « Au nom du Premier ministre, chef du gouvernement, nous avons marché pour cette journée internationale de l'environnement qui est célébrée

chaque 5 juin. Nous tenons déjà à remercier tous les marcheurs pour cette cause mondiale, celle de la gestion de notre environnement, notre bien-être commun à tous. Aujourd'hui, nous avons voulu, à travers cette marche verte, la troisième édition, porter ce qui est de plus cher au premier écologiste, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, ce grand engagement de l'écologie de façon globale et générale. C'est pour cela que le président de la République a mis en place un ministère de l'Assainissement qui travaille étroitement dans le cadre de la décentralisation et de la déconcentration de la collectivité locale avec les mairies... », a indiqué Arlette Soudan-Nonault, ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, coordinatrice exécutive de la Commission climat du bassin du Congo. Le gouvernement appelle à relayer largement des messages sur la préservation de l'environnement afin d'encourager les Congolais à prendre part à cet effort collectif. La marche verte, au-delà de son aspect symbolique, veut être aussi le moteur d'un véritable changement de culture environnementale pour un Congo plus propre, plus vert, plus responsable.

Fortuné Ibara

Nécessité d'appliquer le décret interdisant l'utilisation des sachets

Le gouvernement et ses partenaires, notamment le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), ont souligné le 5 juin à Brazzaville, lors d'une causerie-débat organisée à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, la nécessité d'appliquer la réglementation en vigueur dans le pays.

La Journée mondiale de l'environnement a été célébrée cette année sur le thème « Mettre fin à la pollution plastique dans le monde ». Selon la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, ce thème rappelle à tous que la planète est en danger à cause de la pollution plastique qui menace la faune, la flore et les écosystèmes, constituant ainsi l'une des menaces les plus importantes pour l'environnement. « Nos océans, nos terres, nos écosystèmes sont envahis par des déchets plastiques qui mettent en péril la biodiversité, la santé humaine et la qualité de vie de notre population », a-t-elle rappelé.

En effet, environ 430 millions de tonnes de plastiques finissent, chaque année, dans les mers, causant la mort de milliers d'espèces marines et contaminant l'environnement. Au Congo, cette journée est placée sur le thème « La marche verte du Congo contre le plastique ». Etant donné que la question de la pollution plastique n'épargne guère la République du Congo, le gouvernement a organisé quelques actions écologiquement positives afin d'attirer l'attention du public sur les problèmes liés au plastique à usage unique et susciter une prise de conscience collective pour une gestion plus durable de l'environnement national.

Après une période de succès dans la mise en œuvre du décret n° 2011-485 du 20 juillet 2011, portant interdiction de la production, l'importation, la commercialisation et l'utilisation des

sacs, sachets et films plastiques, on assiste actuellement à un retour vers l'usage des sachets non biodégradables dans les villes. Ceux-ci servent d'emballages des denrées alimentaires et autres marchandises, a déploré Arlette Soudan-Nonault. « Ce retour au sac plastique augmente lentement mais progressivement la quantité des déchets produits sur le territoire national alors que le pays accuse encore des faiblesses dans la prise en charge des déchets de l'industrie agro-alimentaire, notamment les bouteilles en plastique qui pullulent dans nos quartiers. La lutte contre la pollution plastique doit devenir une priorité nationale. Cela passe par une réduction drastique de notre consommation de plastique à usage unique, une gestion efficace des déchets, et la promotion de solutions innovantes et durables », a-t-elle déclaré, s'engageant à renforcer les politiques de sensibilisation, à encourager le recyclage, et à soutenir les initiatives visant à réduire l'empreinte plastique.

L'implication secteur privé recommandée

S'exprimant au nom du coordonnateur résident des agences du système des Nations unies, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé au Congo, le Dr Vincent Dossou Sodjinou, a rappelé que la pollution plastique asphyxie la planète et porte atteinte aux écosystèmes, au bien-être et au climat. Les déchets plastiques obstruent les cours d'eau, polluent les océans



Les officiels posant avec les élèves/Adiac

et fragilisent la vie sauvage, a-t-il soutenu. « Dans deux mois, les pays se réuniront pour élaborer un nouveau traité mondial visant à mettre fin à la pollution plastique. Il nous faut un accord ambitieux, concret et juste cette année. Un accord qui couvre le cycle de vie du plastique dans une démarche d'économie circulaire, qui réponde aux besoins des populations; qui aille dans le sens des grandes ambitions environnementales et des objectifs de développement durable, entre autres; et qui soit appliqué rapidement et en totalité », a-t-il indiqué. Il a invité les négociateurs à reprendre les discussions en août avec la volonté d'avancer ensemble, malgré leurs divergences, pour parvenir au traité dont la planète a besoin.

Le représentant résident adjoint du Pnud, Henri René Diouf, de son côté, a indiqué que le thème mondial de cette année était d'une actualité brûlante, car il interpelle et rappelle à tous que la crise du plastique est de gouvernance environnementale, de justice sociale et de durabilité économique. Selon lui, la pollution plastique n'est pas qu'un enjeu écologique, mais aussi un défi de santé publique, de résilience climatique et de souveraineté économique. « Elle affecte de manière disproportionnée les femmes, les enfants, les personnes vivant dans la précarité et les communautés rurales et côtières. Elle compromet les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la dignité humaine. La justice écologique en lien avec la justice sociale

nous renseigne que protéger la planète, c'est aussi protéger les pauvres qui sont souvent les plus touchés par la dégradation de l'environnement : que ce soit les catastrophes naturelles, la pollution, le manque d'eau, les maladies hydriques dues aux phénomènes environnementaux », a-t-il souligné. Il a précisé que la pollution plastique est un fléau qui ne peut être combattu par une seule entité ou un ministère. Henri René Diouf, enfin, a invité le secteur privé à reconstituer son matériel, au travers de sa responsabilité sociétale et environnementale, avec l'appui des pouvoirs publics, afin de trouver des alternatives au plastique pour investir dans une économie forte incluant des bénéfices économiques.

Parfait Wilfried Douniama

APF

Le Sénégal accueillera la 32^e assemblée régionale Afrique

Les participants à la 31^e Assemblée régionale Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), tenue du 2 au 4 juin à Cotonou, au Bénin, ont, entre autres, décidé de l'organisation de la 32^e assemblée en 2026 à Dakar, au Sénégal.

Pendant les trois jours des travaux, des parlementaires venus de seize pays membres, ainsi que de la Communauté économique monétaire de l'Afrique centrale ont suivi des communications portant sur trois thématiques. Il s'agit notamment de la Francophonie africaine face aux bouleversements géopolitiques ; le dividende démographique en Afrique francophone et son impact sur le développement ; l'accès à l'énergie : stratégies d'accélération de la couverture des territoires.

Au terme des travaux, ils ont adopté plusieurs conclusions dont la Déclaration de Cotonou sur la situation en République démocratique du Congo (RDC). Il s'agit d'un texte fort qui appelle à un retour durable à la paix, au respect du droit international humanitaire, et à une résolution pacifique du conflit par le dialogue politique et institutionnel. Les participants ont également approuvé le compte rendu de la mission de bons offices de l'APF conduite à Kinshasa (RDC) et à Kigali (Rwanda), décidée à Brazzaville, en attendant la production du rapport de mission. Réitérant leur soutien à la médiation confiée au président Faure Gnassingbé, ils



La délégation congolaise reçue par le président de l'Assemblée nationale du Bénin

ont décidé de mandater une délégation parlementaire de haut niveau de l'APF pour remettre officiellement les conclusions de la mission de bons offices au président du Conseil du Togo, prélude à l'Assemblée générale de Paris.

Ils se sont, par ailleurs, engagés à appuyer les initiatives visant la préservation des forêts, de la biodiversité et des écosystèmes

par les États africains membres de l'APF, appelant à la participation massive des sections africaines à la 50ⁱe Assemblée générale de l'APF qui se tiendra à Paris, en France, du 9 au 12 juillet prochain. Adoptant le règlement intérieur amendé et modernisé reflétant les réalités actuelles et renforçant l'efficacité des travaux parlementaires régionaux, ils se sont félicités

de la réussite des processus de transition démocratique au Gabon et au Tchad.

S'agissant de la participation de la délégation des parlementaires congolais à ces assises, le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, a conféré avec son homologue gabonais, Jean-François Ndongou. Les échanges ont tourné autour du renforcement des liens de coo-

pération interparlementaire et des évolutions politiques récentes au Gabon. Le président actif de la section APF-Congo a ensuite été reçu officiellement par le président de l'Assemblée nationale du Bénin. Isidore Mvouba, en effet, a remis à Louis Gbèhounou Vlavonou un message du président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, à son homologue béninois, Patrice Talon, avant d'échanger fructueusement sur la coopération entre les deux institutions parlementaires et les relations d'amitié entre les peuples congolais et béninois.

« Le séjour du président de l'Assemblée nationale à Cotonou a marqué un temps fort de diplomatie parlementaire, il consolide la place du Congo au plus haut niveau dans l'instance de l'APF. Il a permis de consolider les avancées institutionnelles initiées à Brazzaville, de soutenir les démarches en faveur de la paix et du développement en Afrique, et de renforcer les relations bilatérales stratégiques entre le Congo, le Bénin et les autres États de la région », résume le communiqué de la chambre basse du parlement.

Parfait Wilfried Douniama

AVENIR DE L'AFRICOM

Les États-Unis sondent leurs partenaires africains

Les États-Unis réévaluent actuellement le rôle et la structure de leur commandement militaire pour l'Afrique (Africom), suscitant interrogations et inquiétudes chez plusieurs partenaires de ce continent.

La remise en question stratégique, évoquée par le général Michael Langley, commandant de l'Africom, intervient dans un contexte de redéploiement global des priorités militaires américaines et de montée en puissance d'acteurs concurrents sur le continent. Créé en 2008 comme commandement géographique indépendant, l'Africom était jusqu'alors considéré comme un symbole de l'intérêt croissant des États-Unis pour l'Afrique, en particulier face à la montée de l'extrémisme islamiste et à l'influence stratégique grandissante de la Chine et de la Russie. Mais, selon des sources médiatiques de ce pays, l'administration américaine envisage désormais une fusion de l'Africom avec le Commandement européen (Eucom). Objectif officiel : rationaliser la bureaucratie. « Nous sommes en phase d'éva-

luation », a confirmé le général Langley à la presse, en marge d'une conférence des chefs d'état-major africains à Nairobi. Il a appelé les gouvernements africains à faire entendre leur voix par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs à Washington. « Si nous sommes si importants pour vous, il faut le communiquer », a-t-il déclaré.

Une perte d'influence américaine ?

Cette réflexion intervient alors que la présence sécuritaire des États-Unis en Afrique est en recul, notamment dans la région du Sahel. Depuis 2020, plusieurs coups d'État militaires (au Mali, au Burkina Faso et au Niger) ont bouleversé les équilibres géopolitiques. Ces régimes, désormais dirigés par des juntes militaires, ont parfois rompu ou fortement restreint leur coopération sécuritaire

avec les États-Unis, tout en se tournant vers la Russie ou ses représentants paramilitaires, comme le groupe Wagner. Le cas le plus emblématique reste celui du Niger, où la junte au pouvoir a ordonné le départ d'environ 1 000 soldats américains et la fermeture d'une base de drones de 100 millions de dollars dans le Nord du pays. Ce retrait marque un tournant pour une présence militaire américaine jusque-là perçue comme un pilier de la lutte contre le terrorisme au Sahel.

Une reconfiguration, pas un désengagement ?

Malgré cette tendance au retrait, le général Langley insiste sur la volonté américaine de rester un partenaire de sécurité actif. Il a indiqué que les États-Unis continuaient à partager des informations de renseignement avec certains régimes militaires

et exploraient d'autres formes d'engagement, plus discrètes ou ciblées. Si la fusion de l'Africom avec un autre commandement venait à se concrétiser, elle ne signifierait pas nécessairement un désengagement total, mais plutôt une restructuration de la présence américaine en fonction des nouvelles priorités globales, notamment en Asie face à la Chine.

Une réponse attendue des capitales africaines

La balle est désormais dans le camp des partenaires africains. Le général Langley a souligné que l'avenir de l'Africom dépendrait aussi de la mobilisation diplomatique de leurs gouvernements. Il ne s'agit plus seulement d'une décision unilatérale américaine, mais d'un signal attendu de la part des pays qui considèrent encore l'Africom comme un levier stratégique de sécurité et de coopération.

Cette évaluation intervient à un moment où l'Afrique devient un terrain de compétition géostratégique majeur, et où la sécurité des États côtiers et sahéliers reste gravement menacée par des groupes jihadistes transnationaux.

Enjeux globaux et rivalités régionales

La décision finale sur le sort de l'Africom s'inscrit dans une reconfiguration des priorités stratégiques américaines. Elle reflète également le dilemme entre réduction des engagements extérieurs et nécessité de maintenir une influence dans des zones instables, surtout face à l'activisme russe et chinois. En attendant, le message de Washington est clair : les pays africains qui souhaitent voir perdurer ou renforcer le rôle sécuritaire américain doivent s'exprimer maintenant.

Noël Ndong

VACCINATION

Le PEV élabore sa stratégie de communication

Dans l'objectif d'atteindre des performances dans la réduction du nombre d'enfants non vaccinés dit zéro dose et enfants insuffisamment vaccinés, le Programme élargi de vaccination (PEV) entend renforcer la communication sous toutes ses formes parce qu'elle demeure l'un des volets importants qui contribuent à la réussite de la vaccination des enfants.

C'est dans ce cadre que le PEV, programme spécialisé du ministère de la Santé publique, de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale organise un atelier d'élaboration du plan de communication de la stratégie nationale de vaccination pour la période allant de 2026 à 2028. Cet atelier organisé avec l'appui des partenaires dont l'OMS, l'Unicef, Gavi offre une table de réflexion aux différentes parties prenantes, notamment les points focaux provinciaux du PEV pour cogiter sur la mise en place d'un système de communication efficient et coordonné en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la mise en oeuvre de la stratégie nationale de vaccination.

À en croire le chef de service communication au PEV, David Olenga, cet atelier permettra aux participants d'analyser concrètement les différentes situations liées à la génération de la demande et à l'engagement communautaire dans le pays, en vue d'identifier des actions et des évidences pouvant appuyer la stratégie nationale de vaccination. Il a fait savoir que la RDC dispose d'une stratégie nationale de vaccination que le PEV souhaite renforcer au cours des prochaines années.

Pour ce faire, David Olenga a dit qu'il est donc essentiel que "nous puissions, avec les collègues des provinces, examiner ensemble comment accompagner efficace-



Des participants à l'atelier du PEV

ment cette stratégie, notamment en matière de génération de la demande". David Olenga a reconnu la persistance de plusieurs obstacles qui freinent les activités de vaccination. "En ce qui concerne les obstacles liés à la vaccination, nous devons en tenir compte. C'est dans ce cadre que nous organisons ces assises afin de mieux appréhender la réalité du terrain avec les collègues provinciaux. Nous devons comprendre ce qui se fait, identifier les défis et ensemble mettre en lumière les goulots d'étranglement pour proposer des solutions adéquates

dans nos différentes réponses en matière de vaccination et de génération de la demande".

David Olenga salue les avancées encourageantes réalisées dans la vaccination

Les données issues des dernières enquêtes nationales en font foi. Le taux de couverture de la première dose du vaccin pentavalent dépasse les 80%, témoignant d'une bonne adhésion des parents. Toutefois, a souligné le chef du service communication du PEV, la situation se dégrade pour les deuxième et troisième doses, avec une perte

pouvant atteindre 40 points dans certaines provinces. Le véritable défi, a-t-il martelé, c'est de maintenir l'engagement des parents et d'assurer la continuité vaccinale des enfants dans le système. Le genre dans la vaccination

Au cours de l'atelier d'élaboration du plan de communication de la stratégie nationale de vaccination, la question du genre sera également prise en compte. Pour David Olenga, l'approche genre est intégrée dans la stratégie vaccinale afin de mieux répondre à cette problématique. Outre des actions déjà mises en oeuvre, a-t-il poursuivi, nous avons réuni au-

tour de la table tous les experts des secteurs de la santé et du genre afin de réfléchir ensemble. "L'objectif est qu'à la sortie de ces assises, nous puissions disposer d'une feuille de route claire pour répondre à toutes les préoccupations identifiées et atteindre nos objectifs, à savoir améliorer la couverture vaccinale à tous les niveaux : aires de santé, zones de santé, provinces, et au niveau national", a-t-il conclu. Ouverts le lundi 9 juin, les travaux de cet atelier se clôtureront le vendredi 13 juin au centre Theresianum.

Blandine Lusimana

EDUCATION NATIONALE

La réforme de rationalisation des bureaux gestionnaires fait l'objet d'une réunion

Conformément aux instructions de la ministre d'État, ministre de l'Éducation nationale et Nouvelle citoyenneté, Raïssa Malu, une réunion a été organisée, le 9 juin à Kinshasa sous la conduite du directeur de cabinet, Simon Zono, dans le but d'échanger sur la réforme de rationalisation des bureaux gestionnaires.

La rencontre a rassemblé des délégués syndicaux et les cadres de la Direction d'identification des élèves et du suivi du cursus scolaire. L'objectif principal de la réforme portée par le gouvernement de la République est de construire un système éducatif congolais plus juste, lisible et solide. Lors de la réunion, le secrétaire général par interim à l'Éducation nationale et Nouvelle citoyenneté, Mathieu Mukenge, ainsi que le secrétaire permanent à l'Appui et la Coordination du secteur de l'éducation, le Pr Valère Munsy, ont détaillé le processus de cette réforme.

Ils ont assuré les délégués syndicaux qu'aucun agent ne sera licencié dans le cadre de cette réforme. « Pas de licenciement sec ni d'exclusion



Une vue des participants à la réunion/Adiac

brutale », ont-ils précisé. Les bureaux gestionnaires identifiés comme non conformes seront progressivement fer-

més à partir de 2026, et le personnel sera redéployé en priorité vers les postes qui seront libérés.

Les représentants syndicaux

ont salué cette initiative du ministère, soulignant l'importance d'un dialogue social permanent avec les partenaires sociaux. Ils ont expri-

mé leur satisfaction quant aux explications fournies par les experts du ministère et réaffirmé leur engagement à accompagner la réforme. Ils ont également promis de collaborer étroitement avec le ministère pour mener des actions de sensibilisation à la base, afin d'assurer une meilleure compréhension de la réforme et une adhésion effective des agents dans un avenir proche.

La mise en oeuvre de cette réforme se fera de manière progressive, transparente, participative et sans brutalité. Elle s'inscrit dans une vision claire : renforcer la qualité de la gouvernance éducative pour mieux servir les élèves, les enseignants, les écoles, et par extension, le pays tout entier.

Martin Engimo

LUTTE CONTRE LES ÉPIDÉMIES PAR LA VACCINATION

Trois gouverneurs de province primés pour leur engagement

À l'occasion de l'ouverture de la 12e session de la Conférence des gouverneurs qui se tient du 10 au 13 juin à Kolwezi, dans la province de Lualaba, un moment fort a marqué les premiers échanges. Il s'agit de la remise des prix de reconnaissance à trois gouverneurs pour leur engagement exceptionnel dans la lutte contre les épidémies par la vaccination.

La remise des prix aux heureux nominés est le couronnement de leurs efforts combien louables déployés dans la lutte contre les maladies à prévention vaccinale. Le gouverneur du Tanganyika, Chris Kitungwa, a été primé pour sa gestion exemplaire des campagnes de vaccination ayant permis de contenir plusieurs épidémies récurrentes dans sa province. Celui du Haut-Lomami, Marmont Banza Mulume, a été honoré pour son leadership dans le renforcement de la couverture vaccinale. Quant à la gouverneure du Lualaba, Fifi Masuka Saini, elle a été couronnée pour la mobilisation efficace des ressources et des communautés dans la mise en œuvre des stratégies de vaccination. Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a personnellement décerné ces distinctions, saluant l'implication déterminée des autorités provinciales dans la protection de la santé publique. Cette initiative du ministère de la Santé vise à encourager les efforts locaux dans la prévention des maladies à travers des



La gouverneure Fifi Masuka recevant son prix des mains du chef de l'Etat/DR

campagnes de vaccination efficaces et adaptées aux réalités de chaque province. Lors de la cérémonie, le mi-

nistre de la Santé publique, de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale, le Dr Samuel Roger Kamba, a déclaré que la remise

de ces prix vise à encourager les autorités locales dans leur mobilisation en faveur de la vaccination. « Nous avons décidé

de décerner des diplômes de reconnaissance aux gouverneurs qui se sont distingués dans la vaccination contre les épidémies. Cette démarche vise à encourager l'engagement des autorités locales dans la protection de la santé publique », a-t-il indiqué.

Cette reconnaissance met en lumière l'importance d'un leadership local fort et d'une approche décentralisée pour faire face aux défis sanitaires. Elle reflète aussi la volonté du gouvernement congolais de renforcer la résilience du système de santé face aux menaces épidémiques. Le Dr Samuel Roger Kamba a souligné que « le travail accompli sur le terrain, en collaboration avec les gouverneurs, est crucial pour l'avenir de notre pays. Chaque gouverneur primé aujourd'hui a été un acteur clé de cette lutte collective ».

En valorisant les réussites provinciales, la République démocratique du Congo démontre son engagement à bâtir un avenir plus sain pour tous, fondé sur la coopération entre les échelons national et local.

Blandine Lusimana

RENFORCEMENT DE LA PROTECTION DES ENFANTS

La RDC, le Canada et l'Unicef se coalisent

Avec le lancement récemment à Kinshasa d'un ambitieux projet d'une durée de six ans dédié au renforcement des systèmes de protection de l'enfant en République démocratique du Congo (RDC), le gouvernement, le ministère des Affaires mondiales du Canada et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) se sont engagés à améliorer la protection et le bien-être des enfants les plus vulnérables.

Financé par le gouvernement canadien à hauteur de 12 millions de dollars canadiens, le projet « Les enfants mieux protégés » cible trois villes du pays, à savoir Kinshasa, Lubumbashi et Bunia. La cérémonie de son lancement a été présidée par la ministre des Affaires sociales, Actions humanitaires et Solidarité nationale, Nathalie Aziza, en présence du représentant de l'Unicef/RDC, John Agbor, et du chef de coopération à l'ambassade du Canada, Christian Kadji.

La mise en œuvre de ce projet est l'expression de l'engagement partagé les gouvernements congolais et canadien ainsi que l'Unicef pour l'amélioration de la vie des enfants les plus vulnérables en RDC. Elle marque ainsi une collaboration essentielle entre les autorités nationales et les partenaires internationaux.

Dans son allocution pour la circonstance, la ministre des Affaires sociales a souligné que le projet « Les enfants mieux protégés » est un exemple de coopération et de solidarité internationale dont la synergie d'actions matérialise l'ambition fixée pour que la protection et le bien-être des enfants en RDC

soient une réalité et non un simple idéal.

Pour sa part, le représentant de l'Unicef/RDC a déclaré qu'en apportant son financement à ce projet, le Canada a réaffirmé l'importance de placer les droits et la dignité de chaque enfant au cœur des priorités de développement. Quant au chef de coopération à l'ambassade du Canada en RDC, il a fait savoir que ce projet s'inscrit dans le cadre du renforcement des services de prise en charge, de l'amélioration des structures de protection de santé, d'éducation, de justice et d'identification par le renforcement des capacités techniques, la fourniture d'intrants et d'équipements.

Une approche multidimensionnelle

Le projet adoptera une approche multidimensionnelle en intervenant à trois niveaux fondamentaux. Le premier concernera le renforcement des capacités gouvernementales en apportant un appui à l'application des lois, à la redynamisation des divisions provinciales des affaires sociales pour une coordination accrue et une



La photo souvenir après le lancement du projet/Adiac

meilleure prise en charge des enfants victimes, et un soutien à la définition des priorités nationales de protection. Le deuxième niveau portera sur l'implication des communautés et des familles à travers la sensibilisation et la formation pour la défense des droits de l'enfant, la promotion des droits des femmes et l'abandon des pratiques néfastes. Cette approche s'appuie-

ra de manière innovante sur le déploiement et l'institutionnalisation de travailleurs para-sociaux. Le renforcement des services de prise en charge constituera le dernier niveau. Il visera l'amélioration des structures de protection, de santé, d'éducation, de justice et d'identification, par le renforcement des capacités techniques, la fourniture d'intrants et d'équipements.

Le projet « Les enfants mieux protégés » introduit trois innovations majeures, nées de l'expérience et de partenariats solides, à savoir l'approche travailleurs para-sociaux plus, l'optimisation des outils d'assistance sociale et enfin le soutien holistique et accès élargi aux services de santé mentale et psychosociale.

B.L.

DÉCOUVERTE

Des parlementaires congolais visitent des sites stratégiques du Bénin

La délégation congolaise à la 31e assemblée régionale Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a visité, en marge de ces assises, la Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) du Bénin, ainsi que la Porte du non-retour, principal monument associé à la traite négrière, située à Ouidah.

Conduite par le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, président actif de la section APF-Congo, la délégation s'est associée aux parlementaires d'autres pays participant à la 31e assemblée régionale pour visiter les sites stratégiques du Bénin. Concernant la GDIZ, ce pays mise sur l'industrialisation, à travers son parc textile transformant le coton local en produit fini. « Cela nous renvoie à la justesse du choix du gouvernement de procéder à l'industrialisation du pays. Nous voyons qu'ici la Zone économique spéciale a démarré, vous avez toutes ces femmes qui sont dans les usines, qui travaillent, qui fabriquent des produits qui sont exportés en Europe. Aujourd'hui, nous pouvons dire que le choix du président Patrice Talon est juste. La délégation congolaise étant conduite par le président de l'Assemblée nationale, nous comptons sur lui pour booster le projet en cours dans le pays et encourager le gouvernement à sa réalisation », a laissé entendre le deuxième vice-président de l'Assemblée nationale, Roland Bouiti-Viaudo. Fruit d'un partenariat public-privé entre la République du Bénin et Arise IIP, la première phase de



développement de la GDIZ prévoit de mobiliser un investissement de 1,4 milliard de dollars et de permettre la création de plus de trois cent mille emplois directs d'ici à 2030. La délégation s'est ensuite ébranlée vers Ouidah, ville charnière chargée d'un passé douloureux lié

à la traite négrière. Sur place, elle s'est rendue compte du mémorial, un arc de bronze et de béton érigé par l'Unesco en 1995 pour commémorer les déportations forcées. En effet, Ouidah était un important centre d'embarquement de captifs africains vers les colonies d'Outre-Atlantique. Grâce à sa

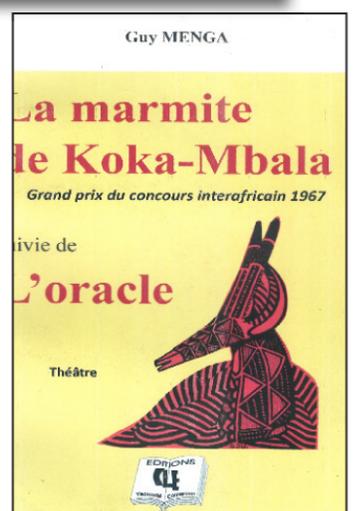
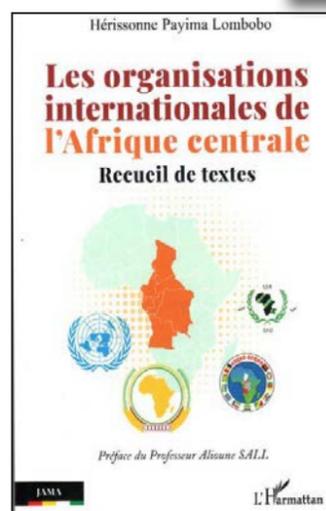
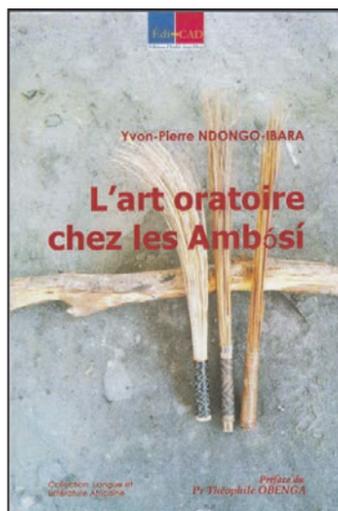
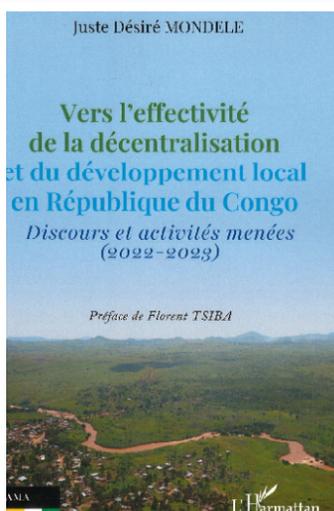
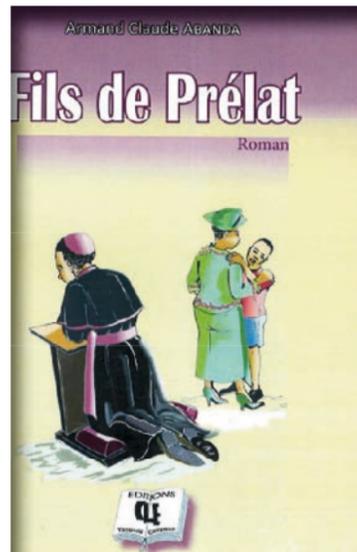
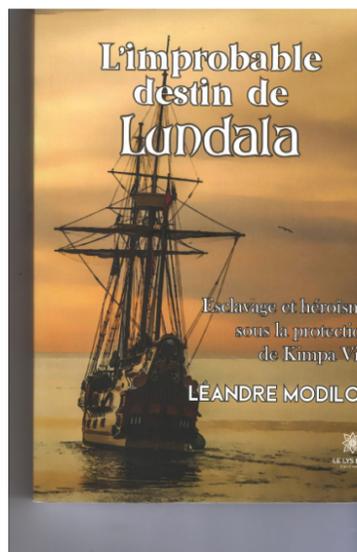
La délégation au site de Ouidah/DR
forêt sacrée au temple des pitons et à la Porte de non-retour, ce site pourrait inspirer la République du Congo avec le projet de la baie de Loango, dans le Kouilou. « Au niveau du Congo, sur instruction du président de la République, le gouvernement est en train de réaliser un pro-

jet similaire, nous pourrions aussi aller nous ressourcer comme nous l'avons fait ici. Le but est de nous souvenir de ces parents qui sont partis et dont plusieurs tombes jonchent le cimetière de la Nouvelle Orléans, par exemple, avec les noms de nos parents. Donc, c'est quelque chose de douloureux, mais cette histoire va simplement nous dire qu'à un moment donné ceux qui nous ont colonisés étaient intolérants. Aujourd'hui, nous félicitons le gouvernement béninois qui a bien voulu reconstruire, retracer cette histoire », s'est réjoui Roland Bouiti-Viaudo. Notons que la ville de Ouidah fut un point d'embarquement majeur pendant la traite négrière, accueillant plus d'un million de personnes. L'Assemblée nationale du Congo qui a inscrit à l'ordre du jour de sa neuvième session ordinaire administrative le projet de loi sur la commémoration des victimes de la traite négrière transatlantique et pour le retour de leurs descendants des Amériques et des Caraïbes peut capitaliser sur les acquis de cette visite.

Parfait Wilfried Douniama



EN VENTE



JOURNÉE MONDIALE DE LA LANGUE RUSSE

Un nouvel élan pour l'enseignement du russe à l'UMNG

À l'occasion de la Journée internationale de la langue russe, célébrée chaque 6 juin, la Faculté des lettres, arts et sciences humaines (Flash) de l'Université Marien-Ngouabi (UMNG), a accueilli une cérémonie culturelle organisée par la Maison russe au Congo. Cette journée a réuni enseignants et étudiants du département de Langues vivantes étrangères (LVE) qui bénéficient désormais de l'apprentissage du russe.

Placée sous le signe de la valorisation de la langue russe à travers le monde, la journée qui a coïncidé avec la date de naissance de l'écrivain Alexandre Pouchkine, icône de la littérature russe, a donné lieu à une série d'activités culturelles au cours desquelles des étudiants congolais inscrits aux cours de langue dispensés par la Maison russe ont déclamé des poèmes de Pouchkine en russe, démontrant leur maîtrise progressive de cette langue, puis d'autres poèmes présentés en français et en lingala.

Au-delà des festivités, l'accent a été mis sur l'enseignement du russe depuis peu au département LVE de la Flash. Des échanges entre responsables pédagogiques de la Flash et la Maison russe ont porté sur la formation des enseignants et l'intégration renforcée du russe dans le programme LVE. « Nous travaillons depuis un moment à mettre en place une équipe chargée d'enseigner la langue russe au niveau de la Flash et le parcours Lve, qui a vocation de pérenniser ces langues vivantes. Ils étaient venus nous voir pour enseigner de nouveau la langue russe au ni-



veau de Marien-Ngouabi, parce qu'ils ne comprenaient pas que certains élèves qui ont appris la langue russe au lycée, arrivés à l'université, étaient débous-

solés. Etant donné qu'il y avait une brèche ouverte où les étudiants pouvaient choisir une deuxième langue, nous sommes très heureux de ce partenariat

La photo de famille devant la statue de Pouchkine/Adiac avec la Maison russe qui porte désormais ses fruits », a indiqué le doyen de la Flash, le Pr Evariste Boboto.

De son côté, la directrice de la Mai-

son russe, Maria Fakhruddinova, a réaffirmé l'engagement de son institution à soutenir la formation linguistique des étudiants de l'UMNG, notamment avec des enseignantes venues de Russie pour renforcer la capacité des étudiants qui ont choisi le russe comme langue optionnelle.

Elle a, par la suite, souligné l'importance de cette langue célébrée chaque 6 juin comme un outil de dialogue interculturel et de coopération internationale, en relatant un bref historique de l'héritage laissé par Alexandre Pouchkine, considéré comme le père de la littérature russe moderne. Par ses œuvres, il a promu une littérature russe claire, fluide et élégante, à une époque où l'écrit était encore très influencé par des formes anciennes ou étrangères.

La journée s'est conclue par un moment solennel avec le dépôt d'une gerbe de fleurs en hommage à Alexandre Pouchkine sur sa statue située dans l'allée du jardin Marien-Ngouabi. Ce geste symbolique a marqué la fin d'une célébration riche en savoir.

Jean Pascal Mongo-Slyhm,
stagiaire

TOURNOI DE TENNIS J30 BRAZZAVILLE

Les athlètes de Makoua se démarquent

Lors des finales en simple et double garçons et filles du world tennis tour juniors Brazzaville, le 7 juin, plusieurs athlètes congolais se sont distingués dont ceux de la localité de Makoua, dans le département de la Cuvette, qui ont obtenu des récompenses après avoir perdu la finale face à un duo américain ultra performant.

Le world tennis tour juniors Brazzaville a réuni près d'une trentaine d'athlètes venus de huit pays de différents continents. Les futurs stars du tennis mondial ont donné le meilleur d'eux lors de cette compétition qui s'est déroulée au Pôle tennis de Brazzaville. Elle a été organisée par l'Académie de tennis en partenariat avec la Fédération congolaise de tennis (Fécoten).

Le Congo a été représenté en filles et en garçons par les athlètes de Brazzaville, de Pointe-Noire et de Makoua. La délégation de Makoua qui comprenait trois joueurs (deux filles et un garçon) puis quelques membres du staff a particulièrement marqué les esprits. Malgré les défaites dues au manque d'expérience, ces jeunes ont suscité l'admiration puisque Rogiscar Ndzanga n'a pas pu en simple mais a remporté un match en double avec son compatriote de Pointe-Noire, avant de perdre en demi finale.

Le duo des filles venues de la ville de l'Equateur (Anne Victoire Ndougu et Majoie Koumou) a bat-

tu ses adversaires en simple puis en demi finale en double. C'est finalement lors de l'ultime match qu'il a cédé face à un couple américain bien rodé.

Le chef de la délégation de cette localité, Louis Camille Itoua, a salué l'engagement des jeunes congolais. Cet ancien directeur général de l'Education physique et des sports scolaires et universitaires estime que si la fédération s'engage à former les jeunes dans tous les départements, les résultats seront probants. Pour lui, le résultat fourni par les jeunes de Makoua n'est que le fruit d'un an de travail acharné. « Les résultats sont satisfaisants. Même vivant à l'intérieur du pays, l'enfant congolais peut honorer la République, pourvu qu'on l'accompagne. Ces enfants ont de l'avenir et nous savons que c'est le cas partout au Congo », a indiqué Louis Camille Itoua.

Au classement général, la compétition a été dominée par les jeunes tennismen et tennismen des pays étrangers, notamment les Américains.

Le premier vice-président de la Fédération, Hugues Henry Ngouélondélé, a profité de l'occasion pour encourager les vainqueurs avant d'inviter les jeunes congolais à poursuivre l'apprentissage. Pour ce grand acteur du tennis congolais, la Fécoten poursuivra sa politique de vulgarisation et de promotion de tennis. « Nous avons aujourd'hui des Congolaises finalistes. Il suffit simplement de les encadrer et la Fédération va se battre pour mettre les moyens pour accompagner les jeunes congolais. Concernant le tournoi qui vient de s'achever, nous avons passé une belle semaine. J'invite les jeunes à venir apprendre et assister aux matches », a-t-il déclaré.

Depuis le début de cette semaine, d'autres compétitions internationales mettent à nouveau aux prises les athlètes congolais à ceux d'autres nations. Ces compétitions des seniors se déroulent toujours au Pôle tennis de Brazzaville sous l'égide de l'Académie de tennis.

Rude Ngoma



Les deux finalistes/Adiac

COUPE DU MONDE 2026

Les treize premiers qualifiés

Sur les quarante-huit sélections attendues, treize dont dix passées par les éliminatoires ont déjà validé leur qualification à la phase finale de la Coupe du monde 2026.

Les États-Unis, le Mexique et le Canada sont directement qualifiés en tant que pays organisateurs. Il reste trois places à distribuer en Amérique du Nord pour appuyer les trois pays hôtes. Les trois vainqueurs du troisième tour se qualifient et les deux meilleurs deuxième disputent les barrages intercontinentaux.

En Amérique du Sud, le Brésil et l'Équateur ont rejoint l'Argentine, championne du monde, déjà qualifiée avant cette journée. Il reste trois places à disputer. Le septième de la zone disputera le barrage intercontinental. En Asie, le Japon, la Jordanie, l'Ouzbékistan, la Corée du Sud, l'Iran et l'Australie disputeront le mondial. Un nouveau tour de qualification sera organisé au terme duquel les premiers des deux groupes seront qualifiés. Les deu-

xièmes disputeront un match intercontinental.

La Nouvelle Zélande, quant à elle, a arraché la seule place réservée à l'Océanie. En Afrique, les identités des neuf qualifiés directement ne sont pas encore révélées. Le dixième devrait passer par les barrages regroupant les quatre meilleurs deuxième. En Europe, aucune sélection n'a validé sa qualification. Seize places sont réservées à ce continent. Douze premiers de chaque groupe plus les quatre issues des barrages. Les quarante-huit nations qualifiées au mondial seront réparties dans douze poules de quatre. Les matches à élimination directe commenceront à partir des seizièmes de finale, un tour supplémentaire par rapport aux précédentes éditions.

James Golden Eloué

AMICALES FIFA

Double victoire de la RDC sur le Madagascar et le Mali

Les Léopards A de la République démocratique du Congo (RDC) ont battu les Barèas de Madagascar par 3 buts à 1, en match amical international de la trêve Fédération internationale de football association (Fifa), disputé le 8 juin, au stade de la Source à Orléans, en France.



Pour leur second match disputé après la victoire face au Mali en première sortie (1 but 0, réalisation d'Yves Essende), les Léopards ont aligné un onze de départ remanié, produisant du jeu avec la titularisation, pour la première fois, du défenseur central néo-international Steve Kapuadi de Legia de Varsovie (Pologne), et du gardien de but Timothy Fayulu du FC Sion (Suisse).

La sélection congolaise a ouvert la marque à la 27^e minute par Simon Banza, avant de doubler la mise par Yoane Wissa (32^e min). Simon Banza est revenu

à la charge à la 66^e minute pour le troisième but. Ce sont ces deux premières réalisations en sélection. Dominateurs tout au long de la partie, les Léopards ont eu un moment de flottement dans les tous derniers instants, et les Barèas Malagasi du sélectionneur Corentin Martins ont profité pour réduire la marque. Globalement, le stage d'Orléans a été nettement positif pour eux qui affronteront, en septembre prochain, les Lions de la Teranga du Sénégal pour le compte des éliminatoires de la Coupe du monde 2026.

Martin Engimo

EVOCACTION

Essence et sens de la Journée du 10 juin, «Journée de la concorde nationale»

La Conférence nationale souveraine s'était tenue du 25 février au 10 juin 1991 à Brazzaville. Le Congo, dans sa diversité, s'était retrouvé pour se donner une vie nouvelle. Jamais les Congolais n'avaient eu par le passé une si belle occasion pour se parler ... se défouler. Malgré les joutes oratoires dominées par la passion, même l'insulte et l'invective, l'esprit de réconciliation et de reconstruire dans la paix l'avait emporté sur cette hystérie collective ; surtout quand le président de la République, son excellence Denis Sassou N'Guesso, avait solennellement déclaré «J'assume», le 26 avril 1991 au cours de son adresse à la Nation.

Pour traduire en acte cet élan de réconciliation et de reconstruction, les participants à ce haut moment de la vie politique nationale avaient organisé la cérémonie de lavement des mains et planting d'arbres, le 10 juin 1991, jour marquant la fin de la Conférence nationale souveraine.

Un acte instituant la Journée de la concorde nationale avait été pris par le Conseil supérieur de la République, dont voici les grands traits :

Est instituée sur toute l'étendue de la République une Journée de la concorde. La Journée de la concorde nationale est fixée au 10 juin de chaque année, date anniversaire de la clôture de la Conférence nationale souveraine. La Journée de la concorde nationale est fériée, chômée et payée. Il sera organisé, par les pouvoirs publics, des cérémonies de dépôt de gerbes de fleurs, dans les différents cimetières de la République et autres lieux de souvenir.

Pour perpétuer les valeurs de paix, de concorde et d'unité nationales que le comité de suivi, qui consacre une somme de temps et d'énergie considérable pour la paix, sous la conduite du ministre Marius Mouambenga, son commissaire général, après Brazzaville, Kinkala, Ouesso, Djambala, Owando, Oyo, Sibiti, Ewo et Pointe Noire, a organisé la 34^e célébration du 10 juin à Impfondo, chef-lieu du département de la Likouala, sur le thème «Ensemble, vulgarisons la convention pour la paix et la reconstruction du Congo afin de contribuer à la consolidation de la paix et la concorde nationale».

Outre le message au peuple congolais adressé le 9 juin 2025 par monsieur le commissaire Marius Mouambenga, il a été organisé à Impfondo des activités culturelles, sportives, une causerie - débat sur les traditions likoualiennes en matière de règlement des conflits et de préservation de la paix, avant le cocktail dinatoire, pour joindre l'utile à l'agréable.

Ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise.

Pas de paix globale et durable, point de développement.

Ensemble, dans la paix, poursuivons notre marche.

Emile Aurélien Bongouandé, commissaire aux Libertés publiques du Comité de suivi

JOURNÉE MONDIALE DE L'OCÉAN

Le Congo alerte sur l'urgence d'une action coordonnée

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo (MEDDBC), Arlette Soudan-Nonault, en sa qualité de coordinatrice exécutive de la Commission climat Bassin du Congo, a alerté, le 8 juin à Brazzaville, sur l'urgence d'une action coordonnée, l'adaptation de pratiques durables pour garantir la pérennité des océans et crée trois nouveaux sanctuaires marins.

Le thème retenu pour cette année a été « Les merveilles de l'océan : faire vivre ce qui nous fait vivre ». Dans la déclaration rendue publique par le MEDDBC, le gouvernement a mis en lumière le lien fondamental entre la santé des océans et le bien-être de l'humanité.

Les océans couvrent 71% de la surface de la planète et représentent 97% de l'eau disponible sur terre. Véritables régulateurs de l'environnement mondial, ils absorbent 30% des émissions de dioxyde de carbone, contribuant ainsi de manière significative à l'atténuation du changement climatique. On estime qu'ils produisent entre 50 et 80% de l'oxygène que nous respirons. C'est dire à quel point leur protection est essentielle.

A cet effet, les écosystèmes marins tels que les herbiers et les mangroves jouent également un rôle majeur dans la captation et le stockage du carbone, renforçant ainsi la lutte contre le changement climatique. Ces milieux riches en biodiversité offrent un habitat crucial pour d'innombrables espèces ani-

males et végétales. « Le programme des Nations unies pour l'environnement estime à trois milliards le nombre de personnes dont les moyens de subsistance sont tributaires des océans. Les ressources halieutiques contribuent de manière significative à la sécurité alimentaire mondiale, en représentant approximativement 15% de l'apport protéique animale. Quant à l'industrie de la pêche et de l'aquaculture, elles sont un employeur majeur pour des millions de personnes dans le monde », a indiqué Arlette Soudan-Nonault.

Face aux menaces croissantes pollution plastique, surpêche, acidification des océans, l'heure n'est plus à la sensibilisation seulement, mais à l'action urgente et coordonnée. C'est dans ce contexte que le gouvernement du Congo a réaffirmé son engagement à travers une déclaration publique portée par la ministre en charge de l'Environnement. « A la veille de la grande conférence des Nations unies sur les océans, qui se tiendra à Nice, en France, cette journée mon-



La ministre en charge de l'Environnement, Arlette Soudan-Nonault/Adiac est l'occasion d'appeler à une mobilisation renforcée en faveur de la préservation des océans et de l'adoption de pratiques durables pour garantir leur pérennité. Cette action

doit être collective, rigoureuse et déterminée en ayant à l'esprit que sans les océans, notre planète ressemblerait à la planète mars », a souligné la ministre.

Trois nouveaux sanctuaires marins au Congo...

Par ailleurs, signataire de la convention d'Abidjan, un cadre juridique majeur pour la préservation du milieu marin en Afrique, le Congo a franchi une étape importante en retenant sur son territoire trois nouveaux sanctuaires marins, notamment Loango, Mvassa ainsi que l'extension marine du parc national de Conkouati-Douli. Ces aires protégées visent à renforcer la résilience des écosystèmes marins et à enrayer leur dégradation rapide.

Cette initiative, qualifiée par des experts d'« arme puissante » contre l'effondrement des milieux marins, place le Congo parmi les nations africaines les plus actives en matière de la protection des océans et de développement durable des zones côtières.

Les États, les scientifiques, les organisations non gouvernementales mais aussi les citoyens sont appelés à unir leurs efforts pour préserver les merveilles de l'océan, des trésors bleus qui, silencieusement, « font vivre ce qui nous fait vivre », a commenté la ministre de l'Environnement.

Fortuné Ibara

GROGNE DANS LES HÔPITAUX GÉNÉRAUX

Les travailleurs revendiquent l'apurement des arriérés de salaire

Réunis en assemblée générale le 6 juin à la Bourse du travail, les travailleurs et agents des hôpitaux généraux de Pointe-Noire, à savoir Adolphe Sicé, Loandjili et Ngoyo ont formulé plusieurs revendications au nombre desquelles figurent le paiement des salaires des mois d'avril et mai et le versement de la solde des trois mois de salaires au titre de l'année 2024 qui se trouve au Trésor public.

Convoquée par l'intersyndicale Fédération nationale des agents de la santé et des affaires sociales (Fénasas) et la Fédération syndicale des travailleurs de la santé et des affaires sociales (Fésytrasas), l'assemblée générale a permis de faire la restitution de la mission de l'intersyndicale effectuée à Brazzaville, du 18 au 25 mai, dans le but de poursuivre les pourparlers avec la tutelle afin de diligenter le paiement régulier des salaires et des arriérés qui ne cessent de s'accumuler chaque année.

Au cours de la réunion, les agents des hôpitaux généraux de Pointe-Noire ont exprimé leur ras-le-bol au sujet des missions récurrentes de leurs dirigeants syndicaux à Brazzaville qui ne se soldent le plus souvent que par le paiement d'un ou de deux mois de salaire. Le reste des questions et doléances posées restant toujours sans suite comme c'est le cas de la signature d'un moratoire d'apurement des arriérés de salaire qui tarde toujours, tout comme la concomitance dans le paiement



Les membres de l'intersyndicale des hôpitaux généraux de Pointe-Noire/Adiac

du salaire et la mise en place d'une commission de suivi et d'évaluation des différents protocoles.

Toutefois, les travailleurs ont demandé aux secrétaires généraux de leurs syndicats de poursuivre

le plaidoyer auprès des institutions du pays (Cabinet du chef de l'Etat, Sénat, Assemblée nationale, Primature) et exhorté à nouveau l'intersyndicale à mener jusqu'au bout cette initiative afin d'informer toute l'opinion

nationale sur la souffrance endurée par les agents de la santé. Ainsi, au terme des débats contradictoires et francs sur les enjeux de l'heure, les travailleurs ont formulé plusieurs recommandations. Ils exigent du

gouvernement le paiement du salaire des mois d'avril et mai dans un délai d'une semaine à compter du 11 juin à 7 heures 30 minutes. Dépassé ce délai, ont-ils ajouté, ils se réservent le droit de reconduire le mouvement de grève suspendu. Aussi demandent-ils au gouvernement de fixer la date butoir du paiement des arriérés de salaire dans les hôpitaux généraux. Ils exigent également au gouvernement de leur verser le solde de trois mois de salaire au titre de l'année 2024 qui se trouve au Trésor public et aux administrations des hôpitaux généraux de se conformer immédiatement aux exigences de la tutelle portant essentiellement sur la cogestion participative avec les partenaires sociaux.

Les travailleurs ont décidé que si le refus manifeste du gouvernement persiste dans le règlement de leurs revendications, la grève qui sera déclenchée le sera sans observation du service minimum.

Hervé Brice Mampouya et Séverin Ibara

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

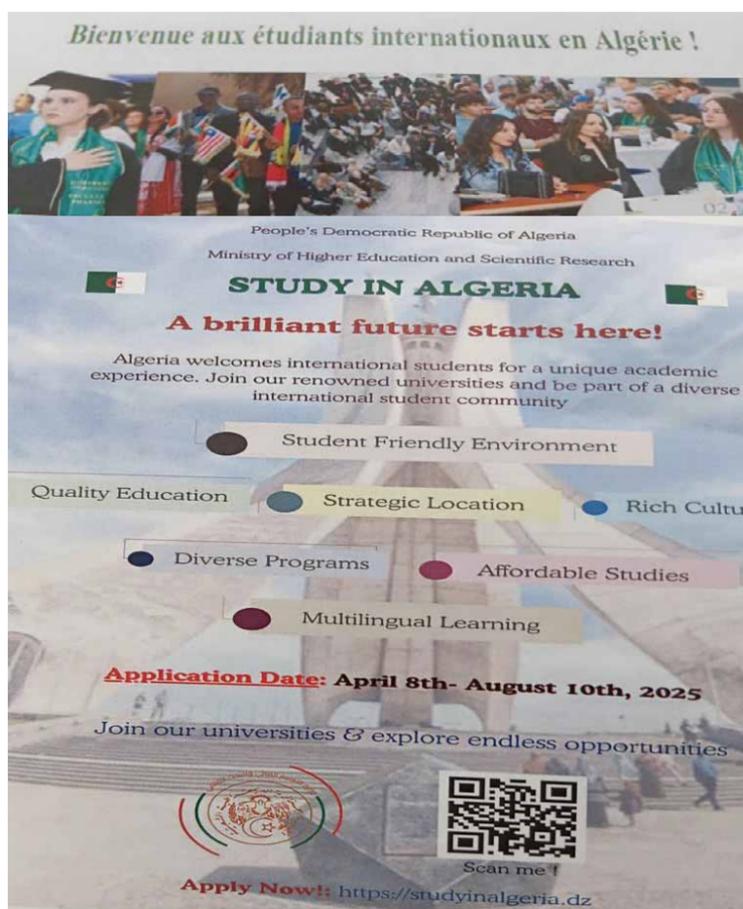
L'Algérie lance la plateforme « Study in Algeria »

Au cours d'un point de presse le 11 juin à Brazzaville, l'ambassadeur d'Algérie au Congo, Azeddine Riache, a annoncé le lancement d'une nouvelle plateforme numérique dénommée « Study in Algeria », destinée aux étudiants désireux de poursuivre leurs études dans ce pays.

La nouvelle plateforme numérique dénommée « Study in Algeria » a été lancée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de la République algérienne.

Il s'agit d'une base de données mettant en avant le système de l'enseignement et de la formation supérieure, qui comprend les annonces des offres de formation disponibles pour les étudiants étrangers, les modalités de candidature, ainsi que les frais de la formation au niveau des établissements de formation et d'enseignement supérieur.

L'initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre et de l'application des dispositions du décret présidentiel qui définit les modalités et les conditions d'admission des étudiants étrangers dans les établissements d'enseignement supérieur et de formation en Algérie.



Lors des échanges, l'ambassadeur d'Algérie au Congo a souligné que son pays est désormais une véritable destination prometteuse en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique à travers la dynamique des étudiants étrangers. « Cette initiative a été lancée en réponse aux demandes faites par les autorités congolaises et par plusieurs autres pays, de créer une plateforme à l'instar de la Tunisie, du Maroc, etc. Elle vient en complément d'un programme de coopération bilatérale entre l'Algérie et le Congo. Les universités Algériennes sont très connues par les Congolais. Plusieurs dirigeants y ont été formés. Il est question de renforcer cette formation professionnelle », a expliqué le diplomate Azeddine Riache

Avec un réseau de plusieurs universités et établissements d'enseignement supérieur, du public et du privé, répartis sur l'ensemble du territoire national, l'Algérie dispose d'infrastructures modernes répondant aux standards internationaux. Forte de nombreux partenariats académiques à l'échelle mondiale, elle offre un cadre d'apprentissage attractif, des conditions d'accueil optimales, ainsi qu'une reconnaissance internationale des diplômes délivrés. Signalons que l'Algérie et le Congo entretiennent d'excellentes relations d'amitié et de coopération dans divers domaines dont celui de la formation. Cette coopération vise à renforcer les liens entre les deux pays, à partager l'expérience et l'expertise, et à explorer des opportunités d'investissement et de partenariat.

Yvette Reine Boro Nzaba

WISU FILM FESTIVAL 2025

Des cartes blanches aux échanges, le cinéma congolais en partage

« Dans ces cartes blanches, je ne vois plus un public en face de moi ; je vois des complices. On se passe le flambeau, c'est aussi simple que ça ». Ces mots de Liesbeth Mabilia, réalisatrice et productrice congolaise, résument à merveille l'esprit du Wisu film festival, lancé le 9 mai en simultané de la célébration du Mois de l'Europe et du festival du film européen-africain. Plus qu'un rassemblement, Wisu film festival se veut un espace de transmission où le cinéma congolais se raconte par certains et se découvre par d'autres.

Depuis le lancement du Wisu film festival 2025, cinq cartes blanches se sont succédé, proposant à chaque invité une tribune intime pour partager un extrait de ses œuvres, évoquer son parcours, puis répondre aux questions du public dans un cadre restreint.

Richi Mbebele, acteur et réalisateur-producteur congolais salué pour son regard sensible sur les dilemmes moraux de la société, a ouvert la série des cartes blanches, le 14 mai, aux ateliers Sahn. Puis, le 3 juin, Liesbeth Mabilia, forte d'un parcours audacieux de comptable-commerciale devenue cinéaste, est revenue sur sa trajectoire et sur « Niamo », son dernier film sorti en mars. Le 4 juin, c'est la juriste Gouadi-Koussiamma qui a éclairé les arcanes des contrats de production en abordant les droits, devoirs et garanties des producteurs et auteurs, avant que Hassim Tall Boukambou ne clôture ce cycle, le 6 juin, au Centre national des archives, autour d'un plaidoyer fort pour la préservation du patrimoine



Une vue des intervenants et du modérateur lors du panel inaugural/DOR

cinématographique congolais. Se félicitant du bon déroulement de ces cartes blanches, Armelle Luyzo Mboumba, réalisatrice-productrice et directrice du Wisu film festival, a notifié que « ces rencontres permettent de sortir de la simple consommation du film pour entrer dans les coulisses de la création, dans ses doutes et sa persévérance ».

Débattre le cinéma congolais d'aujourd'hui en vue de penser demain.

Tout au long du Wisu film festival qui se clôturera le 13 juin, les cartes blanches ont été prolongées par une série d'échanges réunissant professionnels, universitaires et acteurs du secteur cinématographique congolais autour de grandes questions. Au total, cinq panels aux thé-

matiques variées ont rythmé quelques après-midi du festival. Ce, dans une ambiance à la fois studieuse et détendue. Parmi les thématiques abordées, l'avenir du cinéma congolais, avec la participation d'Émeraude Kouka, conseiller au ministère de l'Industrie culturelle, ou encore de l'acteur Sorel Boulougui. Le financement des pro-

jets a aussi été au cœur des discussions, réunissant des profils variés comme Kelly Kamala ou Michael Gandoh. Autre temps fort, la réflexion sur l'identité cinématographique congolaise. A cet effet, Richi Mbebele, Aude May, Lela Razias Houmi ou encore Dinél Desouza ont esquissé les contours d'un cinéma enraciné, libre et singulier. Enfin, un dernier panel a permis à des figures comme Ralf Lhyllian ou Aude May de partager leurs histoires personnelles avec le septième art, souvent marquées par des vocations tardives mais fulgurantes.

À travers ces cartes blanches et ces débats, le Wisu film festival s'impose comme un incubateur d'idées et, surtout, un révélateur de talents. Une édition inaugurale bien pensée qui a choisi de mettre la lumière là où elle manque le plus : sur les voix sincères et les regards en construction.

Merveille Jessica Atipo